

ALGÉRIE-TURQUIE

Signature de plusieurs accords de coopération

Les relations entre l'Algérie et la Turquie renforcées. De nouveaux accords de coopération et mémorandums d'entente couvrant divers domaines ont été signés, hier à Alger, lors d'une cérémonie coprésidée par le Président Abdelmadjid Tebboune et son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, en visite de deux jours en Algérie. P 3



ALGÉRIE-SUÈDE

Engagement commun pour des investissements responsables

Le Cercle d'Action et de Réflexion pour l'Entreprise (CARE), en collaboration avec l'Ambassade de Suède en Algérie, a organisé, hier mardi à Alger, une LMC (Les Matinales de CARE) qui était placée sous le thème « Dialogues Algéro-Suédois - Investissements responsables et modèles d'affaires durables : gages de développement et de compétitivité ? ». Cet événement vise à renforcer les échanges entre les acteurs algériens et suédois, afin de tisser un réseau de partenariats robustes et pérennes.

P 2

LE PROJET SOLAR 1000 LANCÉ
L'ANNÉE PROCHAINE

Production de 2000 MW d'ici 2025



Le projet Solar 1000 MW prend forme. le lancement des travaux de réalisation des premières centrales EnR dans 11 wilayas est prévu à partir de 2024. Selon le DG du Cluster des énergies vertes, Pr Boukhalfa Yaïssi, Sonelgaz procédera incessamment à la signature de contrats avec les entreprises sélectionnées pour le projet «Solar 1000 MW».

P 3

INDUSTRIE

Les objectifs stratégiques du secteur en 2024

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun a présenté, lundi, devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) le budget du secteur, mettant en avant les objectifs stratégiques des activités fondamentales du secteur de l'industrie et de la production pharmaceutique.

P 4

"QUALIDAYS"

**Le 1^{er} Salon
dédié à la qualité
en juin 2024** P2

73,48 MILLIARDS DE DA ALLOUÉS
AU SECTEUR DES TRANSPORTS
**Plusieurs projets seront
lancés en 2024** P5

SÉTIF
**Une soixantaine
de participants
au SIIA Algérie** P6

RÔLE DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES DANS LA
LUTTE CONTRE LA
CRIMINALITÉ
FINANCIÈRE

Plus de 600
participants à
une Conférence
nationale

Les travaux de la première Conférence nationale sur "le rôle du commissaire aux comptes dans la prévention et la lutte contre la criminalité financière et le blanchiment d'argent, et la révélation de faits délictueux au procureur de la République", se sont ouverts mardi à Alger, avec la participation de plus de 600 juristes et experts du domaine juridique et judiciaire. La Conférence nationale, organisée par la Chambre nationale des commissaires aux comptes (CNCC), sous l'égide du ministère de la Justice, portera sur plusieurs thématiques notamment "Les notions de criminalité financière et de blanchiment d'argent". Cet événement évoquera, en outre, la question du cadre juridique de la lutte contre la criminalité financière, les mesures et les pratiques de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent, outre le rôle des parties tenues à l'obligation de déclaration de soupçon et la révélation des faits délictueux au procureur de la République par le commissaire aux comptes.

R. E.

ALGÉRIE-SUÈDE

Engagement commun pour des investissements responsables

Le Cercle d'Action et de Réflexion pour l'Entreprise (CARE), en collaboration avec l'Ambassade de Suède en Algérie, a organisé, hier mardi à Alger, une LMC (Les Matinales de CARE) qui était placée sous le thème «Dialogues Algéro-Suédois - Investissements responsables et modèles d'affaires durables : gages de développement et de compétitivité ?». Cet événement vise à renforcer les échanges entre les acteurs algériens et suédois, afin de tisser un réseau de partenariats robustes et pérennes.

Par Slimane T

Cette édition a été l'occasion de souligner l'engagement commun de l'Algérie et de la Suède pour les investissements responsables et la promotion de modèles et de pratiques commerciales durables. Elle a vu la participation de personnalités éminentes telles que Mme HindBenmiloud, Présidente de CARE, S.E.M. BjörnHäggmark, Ambassadeur de Suède en Algérie, et S.E.Mme Cecilia Ekholm, Ambassadeur de Suède en charge de la promotion du commerce et des investissements durables. Des acteurs économiques de premier plan ainsi que des experts et spécialistes en économie étaient également présents. Dans son discours d'ouverture, S.E.M. BjörnHäggmarka mis en lumière l'importance du Cercle d'Affaires Algéro-Suédois (CAAS), affirmant que « le CAAS intensifie ses ambitions et activités. La responsabilité sociétale des entreprises constitue un

pilier clé de cette coopération entre les entreprises suédoises et l'Ambassade. Cette rencontre, co-organisée avec CARE, nous a offert de nombreuses perspectives et sources d'inspiration pour notre engagement en faveur du développement durable. » S.E. Mme Cecilia Ekholm a souligné que «les engagements en faveur du climat et les pratiques commerciales responsables confèrent aux entreprises un avantage compétitif, tant à court terme qu'à long terme. Je me réjouis de ces échanges avec les acteurs algériens sur les efforts et les objectifs communs de nos deux pays. » Le débat, animé par Mme Amel Benchouk, Consultante en stratégie et membre de CARE, M. Fouad Baghli, Directeur général d'AstraZeneca-Algérie, et M. Samir Toumi, Directeur général de Team Consulting et auteur, a abordé les défis partagés tels que la réglementation, l'attraction de talents et l'adoption de pratiques durables. Les perspectives d'investissement et d'intégration

dans des chaînes de valeur mondiales axées sur le développement durable ont également été mises en exergue, ouvrant la voie à de futures collaborations. Pour Dr Fouad Baghli, «le développement durable fait partie intégrante de notre ADN et inspire tout ce que nous faisons, du laboratoire au patient. Nous travaillons en partenariat avec toutes nos parties prenantes et agissons pour construire un avenir plus durable tout en répondant aux grands enjeux actuels». L'événement s'est clôturé sur des recommandations en faveur d'initiatives conjointes pour l'entrepreneuriat durable et responsable, ainsi que sur un appel à une collaboration continue entre les acteurs économiques suédois et algériens. Cette LMC a posé les jalons d'une coopération bilatérale fructueuse, promouvant des initiatives conjointes pour l'entrepreneuriat durable et mettant en avant les pratiques commerciales responsables tant en Algérie qu'en Suède.

“QUALIDAYS”

Le 1^{er} Salon dédié à la qualité en juin 2024

Qualidays, un Forum international unique dédié à la qualité, sera organisé par World trade Center Algeria, la société Advanced greenbat technologie, et la société Alconsi consulting et engeneering, en juin 2024. Il s'agit d'une « opportunité pour présenter les meilleures technologies des équipements des laboratoires d'essai et d'analyse ainsi que le savoir -faire dans le développement de l'économie

verte et circulaire et ce dans le cadre du développement durable», précisent les organisateurs dans un communiqué. Plusieurs thématiques de haut niveau sont prévues, elles porteront sur des thématiques liées « la protection du consommateur et le développement des exportations hors hydrocarbures tels que dans les secteurs de l'agroalimentaire, de la mécanique, des matériaux de construction et de l'électronique, de l'électrotechnique et de la

pharmacie». Ces thématiques traitent essentiellement de « la normalisation, de l'accréditation, du marquage, de la certification et de labellisation ». Aussi, des tables rondes et des rencontres BtoB seront organisées avec les institutions en charge des problématiques inhérentes à la qualité. A travers cet événement, les organisations sollicitent « le renforcement des capacités institutionnelles de normalisation et de certification et vulgarisa-

tion de politiques et de mesures incitatives. Il sera également question de s'informer sur l'intérêt de la normalisation dans le développement sociétal, ainsi que l'accompagnement des opérateurs économiques en matière d'essai et d'analyse ». Les opérateurs économiques sont appelés à développer « une veille stratégique et normative, améliorer la compétitivité et développer des avantages comparatifs», conclut- la même source.

ZONE D'ENTREPÔTS ET D'ACTIVITÉS (ZEA) DE TÉBESSA

Le projet de réhabilitation réceptionné au 1^{er} semestre 2024

Le projet de réhabilitation de la zone d'entrepôts et d'activités (ZEA), située sur "la Route d'Annaba", à Tébessa, sera réceptionné "au cours du 1er semestre de l'année 2024", a affirmé, mardi, le directeur de wilaya de l'industrie, Lazhar Khalil. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que le taux d'avancement des travaux de réhabilitation de la ZEA,

qui ont nécessité, à la mi-octobre dernier, une enveloppe de 114 millions de dinars, a atteint 30 %. Les travaux, menés sur une superficie d'une vingtaine d'hectares, portent principalement sur le revêtement des chaussées et la réalisation des aménagements extérieurs, a également fait savoir M. Khalil. Il a rappelé que la ZEA de la "Route d'Annaba", située à

l'entrée nord de Tébessa, le long de la route nationale n 16 reliant les wilayas d'Annaba et d'El Oued via Souk Ahras et Tébessa, avait déjà bénéficié d'opérations portant sur la réalisation des réseaux d'assainissement et d'adduction d'eau potable (AEP), de pylônes d'éclairage public et d'un poste transformateur électrique, le tout moyennant un investissement public de plus de 80 millions

de dinars. Le directeur de l'industrie, soulignant que cette ZEA comprend 116 lots, dont 111 ont fait l'objet d'une concession, a ajouté que 39 lots demeurent inexploités par les investisseurs auxquels ils ont été attribués, conduisant à des mises en demeure qui seront suivies, en cas où la situation perdurait, à la récupération des lots en question.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

ALGÉRIE-TURQUIE

Signature de plusieurs accords de coopération

Les relations entre l'Algérie et la Turquie renforcées. De nouveaux accords de coopération et mémorandums d'entente couvrant divers domaines ont été signés, hier à Alger, lors d'une cérémonie coprésidée par le Président Abdelmadjid Tebboune et son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, en visite de deux jours en Algérie.

Par Sirine R

A l'occasion, il a été également procédé à la signature d'un protocole d'accord dans le domaine de l'environnement, d'un accord de coproduction cinématographique, d'un protocole d'accord entre la Bibliothèque nationale algérienne et la Bibliothèque nationale turque, d'un protocole de coopération dans le domaine des bourses, un protocole de coopération dans le domaine des cérémonies, et d'une déclaration commune du conseil de coopération de haut niveau entre l'Algérie et la Turquie. Enfin, la signature de la déclaration commune de la deuxième réunion du Conseil de coopération de haut niveau entre l'Algérie et la Turquie. À travers ces accords, l'Algérie et la Turquie consolident leur coopération et affichent leur volonté pour les hisser à des niveaux supérieurs. D'ailleurs, les deux pays veulent porter les échanges commerciaux à 10 milliards de dollars dans les prochaines années. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, lors d'une conférence de presse,

que la visite du président turc, Recep Tayyip Erdogan, est perçue comme étant une étape importante dans les annales des relations entre les deux pays. Pour le chef de l'Etat, la réunion d'aujourd'hui a été une occasion précieuse de passer en revue les relations bilatérales en général et les réalisations qui ont été réalisées ensemble depuis la première session du Conseil de coopération algéro-turc de haut niveau. «Les relations algéro-turques sont fortes et ouvrent des perspectives de coopération prometteuses grâce à la volonté politique sincère de l'Algérie et de la Turquie. Nous avons un dynamisme dans la coopération économique et les échanges commerciaux, qui ont connu un développement croissant ces dernières années, comme en témoigne le volume des échanges commerciaux. Il a atteint plus de 5 milliards de dollars en 2022 et dépasse 6 milliards de dollars en 2023», souligne-t-il. Des chiffres qui témoignent sur la solidité des relations entre les deux pays qui sont appelées à renforcer davantage dans les années à venir, notamment avec

la volonté politique affichée par les deux présidents et leur entente sur différents dossiers. Pour sa part, le président turc a réaffirmé la disponibilité de son pays pour promouvoir davantage les relations économiques et les échanges commerciaux entre les deux pays pour les hisser à 10 milliards de dollars dans le court terme. Il a ainsi apprécié les efforts consentis par l'Algérie, à sa tête le Président Tebboune, pour la diversification de l'économie nationale. Recep Tayyip Erdogan a rappelé que 1400 sociétés turques actives en Algérie dans divers domaines, en souhaitant le développement des relations et une coopération dans le domaine de l'énergie et des énergies renouvelables. « Nous allons poursuivre nos efforts pour développer nos relations dans divers domaines et niveaux durant les prochaines années», affirme-t-il. Le président turc avait entamé, plus tôt dans la journée, une visite officielle en Algérie, au cours de laquelle il a coprésidé, avec le Président Tebboune, les travaux de la 2e session du Conseil de coopération de haut niveau algéro-turc.

Examen des moyens de coopération et d'investissement dans le domaine des énergies renouvelables

Le Président directeur général (PDG) du Groupe Sonelgaz, Mourad Adjal a reçu le Président directeur général (PDG) du Groupe turc de l'énergie (Renecore Energy Investment) Mesud Toprak, avec lequel il a évoqué les moyens de renforcement de l'investissement entre les deux sociétés, notamment dans le domaine des énergies renouvelables, a indiqué mardi un com-

munié du Groupe Sonelgaz. Cette rencontre tenue lundi, s'inscrit dans le cadre du développement du partenariat extérieur du groupe « Sonelgaz » au niveau international, ajoute la même source. A cette occasion, M. Toprak a fait part du « grand intérêt » de son groupe pour le marché algérien et de sa volonté d'investir à travers la réalisation d'un projet

intégré dans les domaines des énergies renouvelables et la fabrication de panneaux solaires photovoltaïques en Algérie ». Pour sa part, M. Adjal a exprimé la disposition de « Sonelgaz » à renforcer et à élargir la coopération avec les entreprises turques, rappelant « les relations historiques qui unissent les deux pays notamment dans le domaine de la coopération économique ».

LE PROJET SOLAR 1000 LANCÉ L'ANNÉE PROCHAINE

Production de 2000 MW d'ici 2025

Le projet Solar 1000 MW prend forme. le lancement des travaux de réalisation des premières centrales EnR dans 11 wilayas est prévu à partir de 2024. Selon le DG du Cluster des énergies vertes, Pr Boukhalfa Yaïssi, Sonelgaz procédera incessamment à la signature de contrats avec les entreprises sélectionnées pour le projet «Solar 1000 MW». Des stations solaires d'une capacité de 80 MW et 220 MWc seront implantées dans 11 wilayas, dont la plupart situés dans le Sud. Le coût de ce projet est estimé à 171,7 milliards de DA, soit l'équivalent de 1,145 milliards de dollars. Dans une déclaration à la radio, l'intervenant prévoit la production de plus de 600 mégawatts d'électricité avant la fin 2024, avec l'ambition d'atteindre les 2000 MW d'ici mi-2025. Ce premier appel d'offres a permis d'affi-

cher les premiers résultats. Il s'agit, selon le Cluster, du coût moyen du kWh ajusté et actualisé en HT (Hors Taxes) qui est de 7,3822 DA en hors taxes. Ce premier projet EnR est considéré comme étant une introduction pour les tous les opérateurs afin d'améliorer leurs performances et d'obtenir de meilleurs résultats à l'avenir. D'ailleurs, dans le «Solar 1000 mw», grâce à l'introduction de nouvelles technologies, les coûts de production ont été réduites. L'intervenant a annoncé au passage la fabrication de panneaux solaires en Algérie. Ceci contribuera à la réduction des coûts de la réalisation de cet ambitieux programme de 15 000 MW. La participation nationale « a permis d'avoir plus du tiers des lots (5/14) avec 510 MWc de capacité à réaliser ». Le contenu local, précise le Cluster, «a été valorisé à tra-

vers la marge de Préférence (MP), l'obligation d'utiliser les produits fabriqués localement (structures, câbles, etc.) et le recours à la main d'œuvre locale durant la phase de construction». Par ailleurs, le Cluster a précisé qu'il est clair que «recourir aux services et matériels Algériens ne coûtent pas plus chers que ceux importés d'outre-mer présentant des capacités de productions et expérience plus importantes que celles développées ici en Algérie depuis 2015 ». De plus, « ils génèrent des emplois et de la valeur ajoutée hors secteur des hydrocarbures ». Comme résultat, « la participation locale a été à la hauteur des attentes puisque plus de 30% des attributions ont été pour une entreprise locale et deux groupements algéro-européenns ». Dans ce registre, le Cluster indique que « la marge de préfé-

rence appliquée par le Groupe Sonelgaz a permis à des groupements constitués entre des entreprises locales et leurs partenaires étrangers de jouer pleinement en faveur de la partie locale». Par ailleurs, le directeur général du Cluster des énergies vertes a appelé à l'accélération de la fabrication et la transformation de l'hydrogène vert en Algérie à travers la production d'ammoniac et d'autres produits nécessaires à l'agriculture, par exemple mais sans s'y limiter, surtout avec le changement que connaît l'Algérie. Cette démarche permet une diversification économique, notamment avec la disponibilité du gaz naturel, qui constitue un avantage compétitif très important, ce qui encouragera les entreprises étrangères à venir investir en Algérie.

Par Z R.

RENFORCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE DES PÊCHEURS

Séance de travail entre le ministre du Travail et celui de la Pêche

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, et le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani ont tenu mardi une séance de travail, consacrée au dossier de la prise en charge de la protection sociale des professionnels de la pêche. Selon un communiqué du ministère du Travail, les deux parties ont évoqué lors de cette réunion "les moyens de reconstitution et d'installation de la commission nationale mixte chargée du suivi de la mise en œuvre des dispositions de la convention-cadre de coopération en matière de renforcement de la protection sociale et de la promotion des micro-entreprises, conclue entre les deux ministères en juillet 2020". "En application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, un projet de dispositif a été élaboré visant à indemniser les professionnels de la pêche pendant la période de fermeture de la pêche en raison des intempéries ou du repos biologique et ce, à travers la prise en charge des dépenses de ces indemnisation dans le cadre du budget l'Etat", a indiqué M. Bentaleb dans son intervention. Et de préciser que ce dispositif "permettra d'aider cette catégorie en accordant une indemnisation non soumise aux cotisations de sécurité sociale", avec "la prise en compte des périodes concernées dans le calcul de la retraite". A cet égard, le ministre a affirmé que le secteur de la sécurité sociale a établi une "réglementation spécifique" pour les professionnels de la pêche, permettant l'application d'un "taux de cotisation réduit contre un accès à toutes les prestations, de même, que pour les travailleurs salariés". De son côté, M. Badani a rappelé l'augmentation du nombre de professionnels de la pêche bénéficiaires de la protection sociale, passant de "27.000 adhérents en 2020 à plus de 35.000 à la fin de l'année 2022". Le ministre a ajouté que cette réunion témoignait de la "volonté forte" de poursuivre "la coordination et la concertation communes en vue de répondre aux aspirations des professionnels de la pêche et de l'aquaculture, permettant, ainsi, l'établissement d'un système spécifique de protection sociale pour les professionnels de la pêche", conclut le communiqué.

TEXTE DE LOI RELATIF AUX
FORÊTS ET AUX RICHESSES
FORESTIÈRES

**L'APN approuve
l'annulation
des deux
amendements
contestés**

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont approuvé, lundi à Alger par une majorité de voix, l'annulation des deux amendements contestés par les deux chambres du Parlement concernant la loi relative aux forêts et aux richesses forestières, qui a été élaborée par la commission paritaire chargée de trouver une formulation consensuelle. Le vote a eu lieu lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, en présence du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, et des membres du Gouvernement. L'APN avait procédé à l'adoption du projet de loi relatif aux forêts et aux richesses forestières le 24 juin dernier, en y introduisant plusieurs amendements, dont deux amendements au sujet desquels le Conseil de la nation avait émis des réserves lors de son adoption, le 9 octobre dernier. Il s'agit de l'introduction d'un alinéa 2 à l'article 27, permettant aux wallis de délivrer une autorisation de déclassification des terres relevant du domaine public forestier, et de l'article 163 relatif à la régularisation des constructions illicites réalisées sur les terres forestières. Une commission paritaire composée de membres des deux chambres avait été constituée dans le but de proposer un texte relatif aux dispositions contestées, conformément aux dispositions de l'article 145 (alinéa 5) de la Constitution. Après une série de réunions, la commission a abouti à la suppression de l'alinéa 2 de l'article 27 et de l'article 163 du texte de la loi, une annulation qui a été présentée et approuvée par les députés de l'APN lors de la séance de ce lundi.

INDUSTRIE

Les objectifs stratégiques du secteur en 2024

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun a présenté, lundi, devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) le budget du secteur, mettant en avant les objectifs stratégiques des activités fondamentales du secteur de l'industrie et de la production pharmaceutique.

Par R E.

Le ministre a présenté ses explications lors d'une audition tenue par la Commission des finances et du budget de l'APN, présidée par Saad Beghidja, président de la commission, dans le cadre de ses réunions dédiées à l'examen des budgets sectoriels figurant dans le projet de loi de finances 2024, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Bisma Azouar. A cette occasion, M. Aoun a indiqué que les objectifs stratégiques du secteur consistaient à renforcer la base industrielle nationale, encourager et redynamiser l'investissement, améliorer le climat des affaires, consolider la base industrielle pharmaceutique nationale, et promouvoir le tissu national des petites

et moyennes entreprises (PME) à travers la modernisation des mécanismes de leur soutien. Il a ajouté que le budget du secteur était estimé à une valeur d'autorisation d'engagement de 7.896 mds DA et des affectations de paiement de 10.308 mds DA. Concernant les mesures à caractère fiscal et législatif proposées dans le projet de loi de finances 2024, relatives au secteur de l'industrie et de la production pharmaceutique, le ministre a évoqué la fixation des montants des taxes perçus par l'Institut national de la propriété industrielle (INAPI), concernant les brevets d'invention, les certificats d'adhésion, les marques et les marques collectives, les dessins et prototypes industriels, les schémas de configuration et les circuits intégrés, et les données géo-

graphiques. Il a également rappelé l'introduction de nouvelles dispositions visant à encourager et promouvoir la production nationale en réduisant les taxes douanières appliquées aux intrants utilisés dans la fabrication de montures de lunettes. Précisant que les mesures à caractère fiscal et législatif proposées par le secteur s'inscrivaient dans le cadre de la politique du Gouvernement visant à améliorer et augmenter les recettes du budget de l'Etat, M. Aoun a souligné la mise en œuvre de la politique du secteur, en particulier dans le domaine de l'aide aux opérateurs économiques pour la réalisation de projets d'investissement et la diversification des activités industrielles, à même de stimuler le développement économique.

HOLDING ACS

Accorder la priorité aux startups dans l'ensemble des transactions

Le Président directeur général (P-dg) du Holding Algeria Chemical Specialities (ACS), Samir Yahiaoui a donné, lundi, des instructions aux filiales du Holding pour accorder la priorité aux startups agréées par l'accélérateur « Algeria Venture ».

Ces instructions ont été émises lors d'une réunion coprésidée par le P-dg d'ACS et le Directeur général de l'accélérateur « Algeria Venture », Sid Ali Zerrouki, tenue en présence de cadres des deux parties y compris les gestionnaires des filiales du Holding, a indiqué un communiqué d'ACS. Cette réunion intervient « en application des instructions du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique qui a appelé, à maintes occasions, les groupes industriels relevant du secteur à accompagner les startups et les jeunes porteurs d'idées et de projets innovants, ainsi que dans le cadre de la mise en œuvre de la convention-cadre signée en août dernier entre le Holding ACS et Algeria Venture ».

Dans ce cadre, M. Yahiaoui a donné une série d'instructions aux gestionnaires de ces filiales pour « une intégration effective des jeunes compétences dans le portefeuille du Holding, pour faire de 2024 l'année des startups par excellence », selon la même source. Le P-dg a, dans ce contexte, ordonné « d'accorder la priorité dans les transactions, dans la mesure du possible, aux startups agréées par Algeria Venture dans tous les domaines disponibles et de consacrer une enveloppe financière, au titre de l'exercice de

2024, du budget de chaque filiale au parrainage des événements liés aux startups ». De son côté, M. Zerrouki s'est dit engagé à « mettre toutes les facilitations et les données relatives aux startups agréées par Algeria Venture à la disposition du Holding et de ses filiales ». Les deux parties sont également convenues d'élaborer une liste des projets urgents à réaliser dans le cadre de la convention qui sera signée avant fin 2023, a conclu le communiqué.

Par R E.

LE BRENT À PLUS DE 82 DOLLARS

Le pétrole stable, le marché patiente avant l'Opep+

Les prix du pétrole stagnent mardi, le marché patientant avant une réunion très attendue des pays exportateurs de pétrole dimanche, qui pourraient annoncer une diminution de leur production pour soutenir les cours. Vers 10H40 GMT (11H40 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, perdait 0,16% à 82,19 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, baissait de 0,14% à 77,72 dollars. Les investisseurs patientent, "le marché se concentrant sur la prochaine réunion de l'Opep+ (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés, NDLR) dimanche" à Vienne, ont

relevé les analystes de DNB. Cette réunion se tiendra après une baisse des cours d'environ 19% pour le WTI et 16% pour le Brent depuis leurs derniers sommets atteints en septembre, alimentant les attentes d'une intervention du groupe sur son niveau de production. "Il ne fait aucun doute que la prochaine réunion des ministres de l'Energie de l'Opep+ sera l'une des plus importantes de ces derniers temps, les investisseurs cherchant à savoir si les allusions et les rumeurs (de coupes de production) seront suivies d'actions", affirme Tamas Varga, analyste de PVM Energy. "La volatilité augmentera inévitablement vers la fin de la semaine et chaque mot des décisionnaires sera scruté", insiste-t-il.

Pour les analystes d'Energi Danmark, les pays membres devraient "s'accorder sur la prolongation des réductions de production actuelles, voire sur leur renforcement". Début novembre, l'Arabie saoudite et la Russie avaient réaffirmé qu'elles maintiendraient leurs baisses de production et d'exportation jusqu'à la fin de l'année, soit 300.000 barils par jour d'offre de pétrole et de produits pétroliers pour la Russie et une coupe de production d'un million de barils par jour pour l'Arabie saoudite. Ces réductions complètent les baisses instaurées depuis début mai et en vigueur jusqu'à fin 2024 décidées par neuf producteurs, dont Ryad, Moscou, Bagdad ou encore Dubaï, pour un total de 1,6 million de barils quotidiens. Le marché s'attend "à ce que l'Arabie

saoudite et la Russie étendent leurs réductions volontaires supplémentaires au début de l'année prochaine", ajoute John Plassard, analyste chez Mirabaud. Alors que les chefs de file de l'Opep+ pourraient ainsi envisager de restreindre leur production, l'Iran, qui n'est pas soumis à des quotas, augmente la sienne. Le ministre iranien du Pétrole, Javad Owji, cité par l'agence de presse officielle iranienne Shana, a déclaré mardi que la production pétrolière de l'Iran atteindrait 3,6 millions de barils par jour d'ici à la fin de l'année, dans le cadre des efforts déployés pour accroître les exportations. "L'année prochaine, nous essaierons de produire jusqu'à 4 millions de barils par jour", a-t-il également affirmé.

R E.

73,48 MILLIARDS DE DA ALLOUÉS AU SECTEUR DES TRANSPORTS

Plusieurs projets seront lancés en 2024

Le ministre des Transports, Youcef Cherfa, a présenté devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) le budget du secteur. Il s'élève à 73,48 milliards Da en tant qu'autorisation d'engagement et 69,40 milliards Da en tant que crédits de paiement, répartis selon les programmes.

Synthèse Slimane T

Le ministre a souligné que le budget de 2024 vise à soutenir les efforts visant à diversifier les sources de richesses, créer des emplois, renforcer l'infrastructure et finaliser divers projets en cours de réalisation. Le ministre a fourni ces explications lors d'une séance d'audition par la Commission des finances et du budget de l'APN, présidée par Saad Beghidja, président de la commission, dans le cadre de ses réunions dédiées à l'examen des budgets sectoriels figurant dans le projet de loi de finances 2024, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Bisma Azouar. Parmi ces programmes, M. Cherfa a cité le programme de mobilité et de logistique qui vise à améliorer les performances du transport ferroviaire, développer le transport urbain collectif ainsi que les conditions de déplacement,

outre le programme de la marine marchande et des ports, le programme de l'aviation et de la météorologie, ainsi que le programme de gestion générale qui vise notamment à développer et renforcer les ressources humaines, la formation et la numérisation des activités du secteur. Le ministre a expliqué que ces programmes comprennent plusieurs projets visant à renforcer la sécurité dans les aéroports nationaux par l'acquisition de scanners et de systèmes de surveillance vidéo, ainsi qu'une étude d'extension de la station aérienne de l'aéroport de Tamanrasset pour en faire un point de transit international, une étude pour la construction d'une nouvelle station aérienne à l'aéroport d'Oran, une étude d'extension de la station aérienne de l'aéroport de Tébessa et la rénovation et la réhabilitation des deux stations aériennes des aéroports de Béjaïa et Béné Abbès.

Le ministre a également indiqué que les dépenses d'investissement ont connu une hausse significative par rapport à 2023, la priorité ayant été accordée à l'année 2024, dans l'enregistrement de nouveaux projets pour l'entretien du réseau ferroviaire, du tramway et du téléphonique, ainsi que pour le renforcement de la sécurité dans les aéroports nationaux.

25,75 milliards de dépenses en 2024

Quant aux dépenses de transfert, le montant global qui leur est alloué a été estimé à 25,75 milliards (mds) de DA contre 10,5 milliards de DA en 2023, destiné à couvrir les dépenses de contribution de l'Etat au titre des incidences du service public. M. Cherfa a cité notamment le montant de 10 mds de DA destiné à Air Algérie pour couvrir la différence entre le prix réel des billets et le prix imposé par les

autorités publiques sur les lignes intérieures, outre la couverture du déficit enregistré au niveau des vols réguliers vers les pays africains et internationaux, ainsi qu'un montant de 500 millions de DA destiné à couvrir la différence entre le prix réel des billets et le prix imposé par les autorités publiques sur les lignes intérieures opérées par Tassili Airlines. Quant à la société nationale des transports ferroviaires, le ministre a précisé qu'elle bénéficiera d'une contribution d'un montant de 15 mds de DA destinée principalement à l'entretien des infrastructures, notamment des lignes ferroviaires et des installations techniques, ainsi que des équipements de sécurité tels que les signalisations et les équipements de communication et de gardiennage. Le ministre a affirmé que les services du ministère mettront tout en œuvre pour la réalisation des objectifs tracés par le secteur dans le cadre du plan d'action du gouvernement".

TRANSPORT PAR CÂBLES

L'activité connaîtra une nouvelle dynamique

Le ministère des Transports entend créer une nouvelle dynamique dans le domaine du transport par câbles, l'année prochaine, à travers l'accélération des travaux de réhabilitation et de maintenance de plusieurs installations dans différentes wilayas du pays et le lancement de nouveaux projets pour renforcer ce mode de transport vital dans de nouvelles wilayas et réduire les embouteillages dans les grandes villes, a-t-on appris mardi auprès du ministère. Afin d'atteindre ces objectifs, le ministère a mobi-

lisé toutes ses ressources matérielles et humaines ainsi que ses institutions chargées du suivi, de la réalisation et de la maintenance des différents téléphériques, l'opération ayant enregistré un taux d'avancement appréciable. Parmi les projets figurent le téléphérique de la ville de Constantine, qui relie la station de la place Tatche Belkacem à la station de l'Emir Abdelkader en passant par la station de l'hôpital universitaire sur une distance de 1,7 km, ainsi que le téléphérique de la ville de Tizi Ouzou, qui relie la station du siège de

la wilaya à la station de l'hôpital Sidi Belloua sur une distance de 1,9 km et dont la livraison est prévue au premier trimestre de 2024. De plus, la ville d'Alger connaîtra, l'année prochaine, la réhabilitation et l'entrée en service du téléphérique de Oued Koreich, reliant la station de Oued Koreich à la station de Bouzareah en passant par le quartier "Frais Vallon" sur une distance de 2,9 km. Les opérations de réhabilitation et d'entretien des téléphériques du palais de la culture, du mémorial du martyr et de

Bab el Oued ont été inscrites au titre du projet de loi de finances 2024. La ville de Tlemcen a également bénéficié de la même procédure pour la réhabilitation de son téléphérique. Concernant les téléphériques de la ville de Blida, reliant la station de Ouled-Yaich à celle de Chréa en passant par la station de Beni Ali, sur une distance de 7 km, et le téléphérique de la ville d'Annaba reliant la station de la ville à celle de Seraïdi, en passant par la station de Sidi Harb sur une distance de 4 km, ces der-

niers connaîtront des travaux de réhabilitation, avant leur mise en service l'an prochain au plus tard. A travers cette stratégie, le ministère des transports tend à faire de l'année 2024 l'année des transports par câbles aériens par excellence, vu l'efficacité de ce mode de transport moderne qui permet notamment la desserte des quartiers au relief difficile, et contribue à désengorger le trafic routier outre son rôle important dans la promotion du tourisme et l'aspect esthétique des villes.

R E.

AUTOMOBILE/GEELY

Voici les modèles qui seront commercialisés en Algérie

Les Algériens veulent connaître les caractéristiques des modèles de la marque chinoise Geely, qui seront commercialisés à partir du mois de décembre prochain, en Algérie. En effet, selon un communiqué de presse de la marque automobile chinoise, Geely Algérie commercialisera le GX3 Pro avec une garantie de 5 ans ou 150 000 kilomètres. Le Geely GX3 Pro sera également proposé avec un moteur de 1,5 litre d'une puissance de 102 chevaux, couplé à une boîte de vitesses manuelle à 5 rapports. La version de base GC est au prix de 2 495 000 DZD. Alors que le Geely GX3 Pro sera proposé avec un moteur 1,5 litre d'une puissance de 102 ch couplé à une boîte

de vitesses CVT, la version GF, plus équipée, sera proposée au prix de 2 785 000 DZD. Le Geely GX3 Pro appartient également à la catégorie des SUV. Le Geely GX3 Pro était également soutenu par un ensemble distinctif de luxe et d'équipements. Il est équipé d'un moteur 4 cylindres de 1,5 litre et la voiture repose sur un système de traction avant. Le moteur produit une puissance de 102 chevaux et un couple estimé à 142 Newton/mètres, et le moteur est également couplé à une transmission automatique. Quant aux dimensions extérieures de la voiture, sa longueur est de 4005 mm. La largeur est de 1 760 mm et la hauteur est de 1 575 mm. Le Geely GX3 Pro comprend une va-

riété de systèmes de sécurité, notamment des airbags et des capteurs de stationnement arrière. Une caméra arrière, des systèmes de surveillance des pneus et des systèmes d'assistance au freinage. Ainsi qu'un système antivol, la possibilité d'installer des sièges enfants et un programme de balance électronique. Système de contrôle de traction et système de répartition électronique de la force de freinage. La marque chinoise Geely a tenu à doter ses voitures de tous les équipements, notamment le bouton de démarrage et d'arrêt du moteur ; verrouillage centralisé des portes, possibilité de rabattre les sièges arrière et vitres électriques ; un toit ouvrant, Bluetooth, un accoudoir arrière et des ré-

troviseurs électriques. Geely commercialisera également la voiture Coolray avec une garantie de 6 ans. Ce modèle dispose d'un moteur turbo de 1,5 litre d'une puissance de 170 chevaux, couplé à une boîte de vitesses automatique à double embrayage (DCT). Intégré à un système de divertissement unique. En plus de la version Geely Coolray GK, avec un moteur turbo de 1,5 litre d'une puissance de 170 chevaux, associé à une boîte de vitesses automatique à double embrayage (DCT). La version Geely Coolray GF dispose d'un moteur turbo de 1,5 litre d'une puissance de 170 chevaux, associé à une boîte de vitesses automatique à double embrayage (DCT).

R E.

TINDOUF

Plus de 20 projets retenus pour améliorer la distribution de l'électricité

Pas moins de 23 opérations visant l'amélioration de la distribution de l'énergie électrique sont en cours de réalisation dans la wilaya de Tindouf, dans le cadre des projets de développement des réseaux d'électricité destinés au Grand Sud, a-t-on appris mardi auprès des responsables de la société de distribution d'électricité et du gaz (Sonelgaz).

Il s'agit notamment de la rénovation de câbles vétustes et de l'installation de trois transformateurs électriques dans des quartiers de la wilaya, a déclaré à l'APS le chef de service technique de l'entreprise, Lahcen Boulénoir.

Dans le même sillage, deux transformateurs électriques sont prévus pour la région El Hikma et la banlieue de la ville de Tindouf, qui sont en cours de préparation des appels d'offre, en sus de l'élaboration d'un programme pour la transition du réseau moyenne tension (MT) au réseau à haute tension (HT) à travers l'interconnexion des centrales électriques de la wilaya avec une nouvelle ligne électrique de 60 kilovolts, qui permettra l'alimentation des grands projets industriels de la région, dont notamment le méga-projet de la mine de Gara Djebilet, a ajouté le même responsable.

D'autres opérations ont été également retenues pour la réalisation de nouveaux réseaux électriques, dans le but de réduire la pression sur les transformateurs actuellement en service, en plus d'autres opérations concernant le réseau électrique souterrain dans la zone urbaine de Tindouf, a fait savoir la même source.

Ces projets permettront, à moyen terme, de répondre aux besoins croissants en énergie électrique dans la wilaya de Tindouf, et l'amélioration de la qualité des services offerts à la clientèle, a-t-on signalé.

SÉTIF

Une soixantaine de participants au SIIA Algérie

Quelque 60 exposants participent à la 2ème édition du Salon de l'industrie et de l'innovation alimentaire (SIIA Algérie), ouverte lundi en présence de représentants de nombreuses entreprises et startups de différentes régions du pays.

Organisé au dôme du centre commercial Park Mall, dans le centre de Sétif, le salon accueille des opérateurs actuant, notamment, dans les domaines des industries alimentaires, de l'emballage, de la logistique alimentaire, des produits laitiers, ainsi que des fournisseurs et importateurs de matières premières liées à l'industrie alimentaire.

Les pavillons du salon, inauguré par les autorités locales, comprennent, outre des entreprises de transport et de distribution, de nombreux produits alimentaires fabriqués en Algérie, tels que des confiseries (bonbons, chocolats, nougats, guimauve), des conserves, des produits laitiers et dérivés, des boissons gazeuses, des biscuits, des produits carnés et autres.

La commissaire du salon, Insaf Foughali, a déclaré à l'APS que le salon, organisé sous le slogan "Soutenir les entreprises pour encourager et valoriser la relance économique en Algérie", est un "espace mis à la disposition des opérateurs économiques afin qu'ils exposent et promeuvent leurs produits tout en présentant leurs dernières innovations dans le domaine des industries alimentaires". Cet événement, constitue une "précieuse opportunité d'échange d'expériences entre



participants et de conclusion de conventions avec des opérateurs économiques, est aussi une expérience permettant aux entreprises d'exposer leurs produits et leur savoir-faire et, partant, d'accroître leurs investissements en présentant leurs marques sur le marché", a-t-il indiqué. Le même responsable a souligné que "le SIIA est aussi une occasion pour attirer de nouveaux clients et communiquer avec eux pour mieux comprendre leurs besoins". Au cours de cette manifestation qui se poursuivra durant trois

jours, les opérateurs économiques se verront expliquer les mécanismes et les facilités accordées afin de promouvoir les exportations, étant donné que plusieurs structures et institutions en lien avec les opérations d'export participent au salon, à l'image de la direction du commerce et de la promotion des exportations, les Douanes algériennes, des institutions financières telles que la Banque extérieure d'Algérie (BEA) et des compagnies d'assurances. De nombreux exposants ont salué l'organisation de ce

salon, à l'exemple de Mme. Afaf Saoud, propriétaire d'une start-up spécialisée dans la production de produits de différentes confiseries (bonbons, barres chocolatées, biscuits et autres), à Guelma, qui a considéré que le salon constitue une "excellente occasion de présenter et de promouvoir le produit local", soulignant que sa participation lui "permettra d'interagir avec d'autres participants pour échanger des expériences dans l'optique de lever certaines contraintes liées, notamment, à la commercialisation".

CONSTANTINE

60 millions DA pour l'aménagement du chemin de wilaya

Une enveloppe financière de l'ordre de 60 millions de dinars vient d'être mobilisée pour engager la mise à niveau du chemin de wilaya (CW) n2 entre le quartier Boudraâ Salah et la région de Salah Bey relevant de la commune de Constantine, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya.

Ce budget permettra la mise à niveau prochaine d'un tronçon de ce chemin de wilaya sur une longueur de 5 kilomètres, constituant la jonction principale entre le centre ville et la région nord-est de la wilaya, a souligné la même source.

L'aménagement tant attendu de cette route mettra fin aux goulots d'étranglement constants que connaît cette voie qui est traversé quotidiennement par des milliers de véhicules notamment les poids lourds en direction des wilayas de Jijel et Skikda en particulier, a précisé la même source.

Les travaux d'aménagement de cette route devant être lancés « incessamment », permettront également de réduire les accidents de la route signalés à cause de l'état dégradé de la chaussée et contribuera également à l'amélioration des conditions de déplacement

des habitants des quartiers traversés par cette route (Bencherghi, Boudraâ Salah, El Menia et El Ghorab) à travers le renforcement du transport en commun, actuellement perturbé par la même cause.

L'aménagement de cette route constituera également une bouffée d'oxygène pour les habitants de la région retirée de Salah bey qui compte plus de 3.000 habitants qui n'ont eu de cesse à revendiquer l'inscription de ce projet qui a également un impact positif sur la promotion du tourisme dans cette région selon les services de la wilaya.

GHARDAÏA

Ouverture de la semaine de l'entrepreneuriat "vert"

Une semaine de l'entrepreneuriat "vert" a été ouverte lundi à l'université de Ghardaïa, à l'initiative de l'Agence nationale des déchets (AND) en coordination avec le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Algérie.

Lors de la séance d'ouverture de cet événement, Ryadh Boudjemadi, responsable de la nature, climat et énergie au PNUD en Algérie, a indiqué que "le choix de Ghardaïa pour abriter cette deuxième semaine de l'entrepreneuriat "vert" est justifié par l'existence d'un fort potentiel humain

intéressé par la création d'entreprises dans le domaine des métiers de l'environnement et également l'existence d'un Ksar écologique "Tafilelt" primé pour son respect des normes environnementales et le recyclage des déchets". Abordant la même thématique, Mme Hanan Kaouane, responsable de l'accélérateur PNUD/Algérie, a pour sa part affirmé que cet événement "vise à sensibiliser à l'entrepreneuriat "vert" et l'innovation à l'économie circulaire, à appuyer et à accompagner les porteurs de projets en les informant sur les opportunités, les aides allouées

pour la création et le développement durable de leur entreprises". L'université de Ghardaïa renferme un club pour les porteurs de projets et une maison d'entrepreneuriat que l'on va accompagner pour la concrétisation de leur projets de création d'entreprises dans le domaine de l'économie circulaire durable", a précisé Melle Kaouane. De son côté, le directeur général de l'AND, Karim Ouamane a indiqué que "cette semaine vise essentiellement à toucher le maximum de jeunes universitaires et promouvoir les différentes activités dans les domaines

de la gestion des déchets tout en favorisant la création de richesse et d'emploi durable". "Nous œuvrons pour la mise en place d'une base solide pour le développement de l'économie circulaire valorisant les matières résiduelles, les déchets et le développement de la technologie de recyclage", a expliqué M. Ouamane, ajoutant que la concrétisation d'une économie circulaire durable porteuse de plus-value, requiert l'adhésion des investisseurs notamment nos jeunes universitaires par leur sens d'innovation dans le recyclage, le tri et la valorisation des déchets.

LA COP28 NE DOIT PAS RÉPÉTER LES ERREURS DU SOMMET AFRICAÏN SUR LE CLIMAT

Oui à la justice climatique et au financement climatique sans conditions

Fin novembre, la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28) 2023 sera lancée à Dubaï. Organisé à la fin d'une année qui a battu plusieurs records de chaleur, l'événement est censé ouvrir la voie à un effort majeur visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à stimuler l'adaptation au changement climatique à l'échelle mondiale.

Sydney Chisi *

Mais avant la conférence, des militants du climat et de la société civile ont déjà lancé des avertissements selon lesquels, à moins d'un changement marqué dans l'approche des politiques climatiques, la COP28 pourrait ne pas aboutir à des progrès significatifs. Dans les pays du Sud, on craint toujours que les pays riches et les entreprises internationales ne fassent pression en faveur de politiques qui leur permettraient de poursuivre leurs activités comme d'habitude, tandis que les pays les plus pauvres, qui sont les moins responsables du changement climatique, supporteraient le poids de la crise climatique.

De telles tendances ont déjà été observées lors d'événements climatiques précédents, notamment lors du Sommet africain sur le climat tenu à Nairobi début septembre.

La conférence, qui a rassemblé des milliers de représentants de gouvernements, d'entreprises, d'organisations internationales et de la société civile, a été l'occasion pour les peuples africains de s'entendre sur une position commune sur des questions telles que l'indemnisation des pertes et dommages, l'atténuation du changement climatique et le financement du climat, avant la COP28.

Mais le document final publié par le sommet – la Déclaration de Nairobi – ne reflétait pas un consensus ni le meilleur intérêt des nations africaines.

Cela n'est pas surprenant, étant donné que les lobbyistes des pays et des entreprises du Nord ont eu l'espace et un accès de haut niveau pour faire pression en faveur de fausses solutions. Pendant ce temps, de nombreux délégués – militants et membres de la société civile réclamant de la clarté et des solutions pour soutenir notre continent – ont été confrontés à des difficultés d'accès pendant les débats et se sont sentis mis à l'écart.

En conséquence, au lieu de promouvoir des politiques qui verraient le Nord compenser les nations africaines pour



leurs émissions historiques de gaz à effet de serre, qui ont catalysé le réchauffement climatique, le sommet a adopté des politiques qui nuiront davantage aux nations africaines. Sa déclaration s'est fortement concentrée sur – et a légitimé – des pratiques problématiques telles que les crédits carbone, la compensation et l'échange.

Ce sont de fausses solutions et ce n'est pas ce dont l'Afrique a besoin. Ils constituent une tactique néocoloniale qui permet au Nord de continuer à émettre des gaz à effet de serre tout en conservant le contrôle des terres et des populations africaines et en s'attribuant le mérite des réductions des émissions africaines.

Le commerce du carbone repose sur l'idée selon laquelle les émissions de dioxyde de carbone dans un endroit peuvent être « compensées » en développant les activités de capture du carbone dans un autre, comme la plantation de nouveaux arbres ou la protection des forêts pour permettre leur régénération naturelle. Cela permet aux grands émet-

teurs de carbone du Nord de payer les pays du Sud riches en nature pour préserver ou étendre les zones forestières. Mais bon nombre de ces zones sont habitées par des populations locales qui utilisent les forêts et les terres pour gagner leur vie et se nourrir. Les systèmes d'échange de droits d'émission de carbone bannissent effectivement les populations de leurs terres et les dépossèdent de leurs droits au nom de la préservation et du captage du carbone.

Il a déjà été largement démontré que de tels projets ne parviennent pas à lutter contre l'augmentation des émissions de carbone et permettent l'écoblanchiment des entreprises et des pays riches qui refusent de réduire leurs émissions.

Si le commerce du carbone n'est pas la solution, comment les pays du Nord peuvent-ils aider les pays africains à financer les pertes et les dommages, l'adaptation et l'atténuation ?

Le plafonnement et le partage sont un modèle alternatif qui gagne en popularité parmi les

militants pour le climat et la société civile. Le système s'articule autour d'une taxe internationale sur le carbone qui ferait payer les pollueurs – y compris les extracteurs de combustibles fossiles et les grands consommateurs – du Nord.

Cette taxe, appliquée à l'extraction de combustibles fossiles, permettrait de récolter des milliards de dollars par an pour un fonds mondial du Green New Deal, qui financerait la transition vers les énergies renouvelables et soutiendrait l'accès à l'énergie pour tous. Les revenus du fonds fourniraient également des subventions pour les pertes et dommages, l'adaptation et l'atténuation dans les pays du Sud, ainsi que des transferts monétaires universels pour soutenir les citoyens ordinaires.

Le plafonnement et le partage établiraient un système de taxation qui fonctionnerait au-delà de l'État-nation ; cela est essentiel pour la justice climatique et, à bien des égards, cela aurait dû être fait depuis longtemps.

La modélisation suggère que les effets économiques d'une taxe mondiale sur le carbone seraient très progressifs, l'Afrique enregistrant des gains substantiels, notamment l'éradication permanente de l'extrême pauvreté dans tous les pays participants. Cette politique peut être appliquée parallèlement à des mesures de revenu de base universel et de justice fiscale.

Alors que nous nous dirigeons vers la COP28, les erreurs du Sommet africain sur le climat et d'autres événements climatiques similaires ne devraient pas se répéter. Les voix des militants climatiques et de la société civile des pays du Sud doivent être entendues.

Nous disons non aux marchés du carbone. Nous disons non à la vente du carbone, des forêts et des terres africaines au Nord. Nous disons oui à la justice climatique et au financement climatique sans conditions.

* Responsable de campagne senior chez Equal Right

ÉGYPTE - ARABIE SAOUDITE

Une proposition officielle visant à achever les échanges commerciaux en monnaies locales

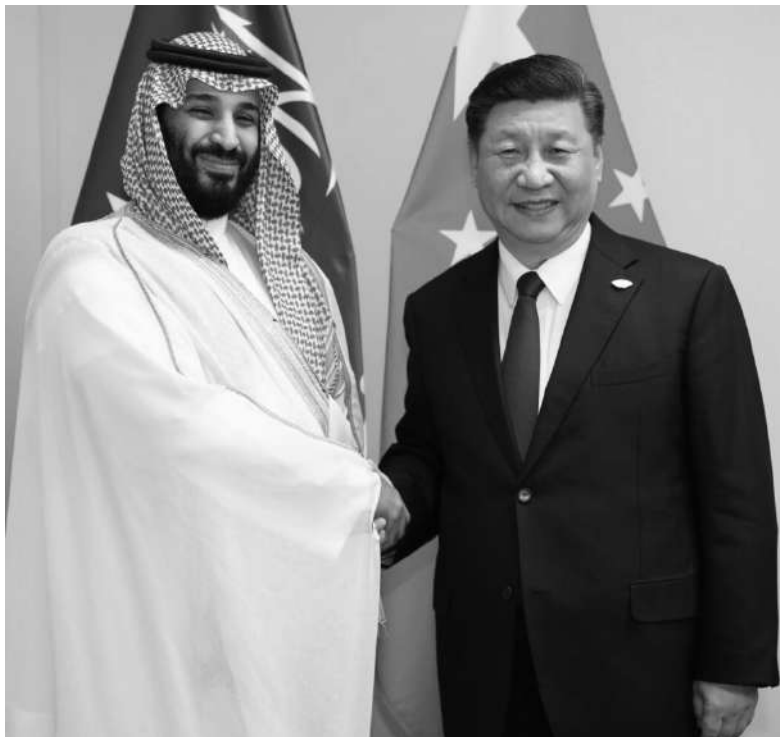
Le chef de la représentation commerciale égyptienne, Yahia el-Watheq Billah, a déclaré que le ministre saoudien du Commerce soumettait une proposition visant à achever les échanges commerciaux entre l'Égypte et l'Arabie saoudite en monnaies locales. Les déclarations d'el-Wathiq Billah interviennent en marge de la visite d'une délégation saoudienne au Caire, dirigée par le ministre du Commerce Majid Abdallah Al-Qasabi. Il a ajouté que le ministre saoudien du Commerce a soumis une proposition visant à discuter de la possibilité de payer une partie des opérations de change commerciales en monnaie locale, et que la proposition sera soumise aux discussions entre les banques centrales des deux pays. Al-Wathiq Billah prévoit d'achever les études de cette proposition en 2024. L'ambassade saoudienne au Caire a révélé que le volume des échanges commerciaux entre l'Arabie saoudite et l'Égypte s'élevait à 221 milliards de riyals (59 milliards de dollars), les deux pays cherchant à réaliser l'intégration commerciale et à activer le partenariat stratégique. L'ambassade a expliqué dans un communiqué que le volume des échanges commerciaux entre les deux pays est passé de 25 milliards de riyals en 2018 à 36 milliards en 2019. Les échanges commerciaux ont diminué à 29 milliards de riyals en 2020 (année de la pandémie), puis ont enregistré un bond à 54,5 milliards de riyals en 2021, puis 76,5 milliards de riyals en 2022, soit une croissance de 40 % sur une base annuelle. L'Arabie saoudite occupe la deuxième place sur la liste des partenaires commerciaux de l'Égypte en 2022.

COOPÉRATION ENTRE L'ARABIE SAOUDITE ET LA CHINE

Un accord de change d'une valeur de 50 milliards de yuans chinois

La Banque centrale d'Arabie saoudite (SAMA) et la Banque centrale de Chine ont signé un accord bilatéral de change pour une période de trois ans et d'une valeur pouvant atteindre 50 milliards de yuans chinois.

La Banque centrale saoudienne a déclaré dans un communiqué que l'accord s'inscrit dans le cadre de la coopération financière entre les deux banques centrales, qui reflète la consolidation des relations entre elles dans des domaines d'intérêt commun. En décembre 2022, le communiqué final du sommet saoudo-chinois de Riyad mettait l'accent sur l'augmentation du volume des investissements qualitatifs échangés entre les deux pays et le développement de projets prometteurs dans les techniques de conversion du pétrole en produits pétrochimiques. Le communiqué souligne que le renforcement de la coopération dans le domaine énergétique entre les deux pays constitue un partenariat stratégique important, soulignant l'augmentation du volume des échanges commerciaux non pétroliers. Le communiqué salue la signature de 12 accords et mémorandums d'accord dans plusieurs domaines, notant l'importance d'inciter les entreprises chinoises à ouvrir des sièges régionaux en Arabie saoudite, soulignant l'importance de créer un environnement d'investissement favorable



dans le cadre de la Vision saoudienne 2030, soulignant l'approfondissement de la coopération en matière d'investissement avec l'Arabie saoudite dans l'économie numérique. En août 2023, trois sources bien informées ont déclaré à Reuters que deux bourses de Chine et

d'Arabie saoudite étaient en pourparlers pour autoriser la cotation en bourse des fonds négociés en bourse dans chacune d'entre elles, alors que les deux pays cherchaient à approfondir leurs relations financières dans un climat de chaleur. Les sources ont indiqué que les

négociations n'en sont qu'à leurs débuts et pourraient représenter la première étape majeure de Pékin et Riyad vers l'élargissement de la coopération pour inclure des secteurs autres que l'énergie, la sécurité et les technologies sensibles.

Deux sources ont indiqué que la Bourse de Shenzhen, l'une des deux principales bourses de Chine continentale, était en négociations avec le groupe saoudien Tadawul, l'opérateur de la bourse du Royaume, concernant un programme appelé ETF Connect, en référence à la liaison des bourses. Ils ont échangé des fonds entre eux.

En septembre 2023, le gouverneur de la Banque centrale d'Égypte, Hassan Abdullah, et son homologue chinois, Pan Gongsheng, ont discuté d'un accord d'échange de devises visant à renforcer le partenariat entre les deux parties et à contribuer à la stabilité financière.

Les deux banques ont signé un accord bilatéral d'échange de devises d'une valeur de 18 milliards de yuans pour une période de 3 ans.

DEMANDE IMMOBILIÈRE AUX ÉMIRATS ARABES UNIS

Moody's s'attend à un ralentissement d'ici 12 à 18 mois

L'agence de notation Moody's a déclaré que le marché immobilier aux Émirats resterait solide au cours des 12 à 18 prochains mois, mais elle s'attend à un ralentissement de la demande par rapport aux deux dernières années. Moody's Investor Service a ajouté dans un rapport que les sociétés de promotion immobilière des Émirats arabes unis maintiendront la solidité de leur qualité de crédit à la lumière des conditions favorables du marché. Elle a expliqué que les prix ont augmenté en moyenne d'environ 15 % à Dubaï et à Abu Dhabi depuis le deuxième trimestre 2021. Le nombre d'unités actuellement en construction atteignant 80 000, ce qui reflète le succès des efforts du gou-

vernement représentés par le programme de visa amélioré et la rapidité de la réouverture de l'économie après la pandémie, en plus de la hausse continue des prix du pétrole et de la vigueur de l'activité économique.

Le rapport cite Julian Haddad, vice-président et analyste principal chez Moody's, affirmant que l'amélioration de l'environnement opérationnel des entreprises les a aidées à réduire leur dépendance à l'égard du secteur bancaire, les prêts accordés aux secteurs de la construction et de l'immobilier ayant diminué de 6 % en 2022 et 4 % sur une base annuelle au cours du premier semestre de cette année.

Le rapport explique que, grâce à la forte de-

mande, les entreprises ont pu imposer des conditions favorables aux clients, notamment en exigeant le paiement avant la livraison, d'autant plus que l'importante liquidité a permis aux entreprises de livrer des unités au cours des derniers trimestres malgré la hausse des taux d'intérêt. L'agence a indiqué que l'impact de la hausse des taux d'intérêt sur les sociétés de promotion immobilière à court terme sera limité, expliquant que les sociétés classées par l'agence dans la région ont des taux de crédit élevés et que la plupart de leurs dettes ont un intérêt et une échéance fixes, s'étendant sur au moins quatre ans.

IRAK

A la recherche d'investissements dans le pétrole et le gaz

Le Premier ministre irakien Mohamed Chia Al-Soudani a souligné l'importance d'utiliser les prix du pétrole brut sur le marché mondial pour augmenter les allocations financières grâce à des investissements pétroliers et gaziers optimaux. Lors d'une réunion avec des responsables du ministère du Pétrole, Soudani a souligné la nécessité de faire progresser le secteur pétrolier vital sous tous ses aspects en raison de son importance pour le développement de l'État. Le pétrole représente la principale source de revenus de l'Irak, a-t-il fait remarquer, ajoutant que le gouvernement s'efforce de développer

le secteur, ainsi que les industries chimique, pétrochimique et des engrais, ainsi que le secteur de l'électricité. Selon un communiqué du gouvernement irakien, Soudani a été informé des discussions entre le ministère du Pétrole et le ministère des Ressources naturelles du gouvernement régional du Kurdistan (GRK) pour achever les procédures nécessaires à la reprise des exportations de pétrole brut via le port turc de Ceyhan. Il a passé en revue la mise en œuvre des plans du ministère visant à développer le secteur pétrolier en Irak et les projets liés à l'extraction de pétrole et de gaz, aux raffineries et

aux exportations. La réunion a également abordé les opportunités d'investissement annoncées par le ministère du Pétrole en 2023. Par ailleurs, un éminent responsable irakien a déclaré dimanche dernier que l'Irak avait fait de grands progrès pour accroître les investissements dans le secteur du gaz. S'exprimant lors de la Conférence sur l'investissement dans le gaz, le directeur général de la South Gas Company, Hamza Abdul-Baqi Nasir, a déclaré que l'Irak investissait dans le gaz provenant des champs de pétrole pour répondre à la demande de consommation intérieure et envisageait d'exporter les excédents vers les marchés mondiaux.

Le ministère du Pétrole a déployé de grands efforts pour activer les contrats de licence avec des entreprises étrangères afin d'atteindre une production de 1 000 millions de pieds cubes standard afin de garantir les exigences de production d'énergie et d'arrêter les opérations de combustion de gaz afin de réduire les risques environnementaux. L'Irak travaille à la création d'une société capable d'absorber tous les gaz produits, outre la coopération avec la société française Total, a-t-il déclaré, ajoutant qu'elle s'efforcera de renforcer les capacités des gisements de pétrole et de développer des programmes énergétiques alternatifs.

NAMIBIE

196 millions de dollars pour moderniser les infrastructures de transport ferroviaire

La Banque africaine de développement a approuvé un prêt de 196,43 millions de dollars américains à la Namibie pour mettre en œuvre la phase II du Projet d’amélioration des infrastructures de transport.

L'appui financier de la Banque représente 51,8 % du coût total du projet, le gouvernement namibien apportant les 48,2 % restants. Le projet permettra d'améliorer la chaîne de valeur logistique, en s'attaquant aux goulots d'étranglement de l'infrastructure de transport ferroviaire qui entravent la fourniture de services ferroviaires. Sa mise en œuvre permettra de renforcer la compétitivité commerciale de la Namibie et de la sous-région de la Communauté de développement d'Afrique australe. Le projet prévoit de construire un nouveau tracé à proximité de la ligne existante de 207 kilomètres de voie ferrée permanente entre Kranzberg et Otjiwarongo grâce à l'utilisation de traverses en béton et de nouveaux rails de 48 kilogrammes par mètre. Au total, 16 ponts seront construits et deux gares rénovées, et 55 000 tonnes de rails et d'aiguillages seront fournis pour l'ensemble des 518 kilomètres de voies ferrées. Le projet prévoit également de moderniser le système de signalisation ferroviaire le long de la ligne Walvis Bay-Tsumeb, afin d'améliorer sa fiabilité, sa sécurité et sa capacité, ou le débit du système ferroviaire. « Le projet maximisera les avantages et sera transformateur pour la compétitivité de la Namibie. Il contribuera à réaliser la vision du pays de devenir un centre logistique régional d'ici 2030 tout en catalysant le changement de développement dans les pays voisins et dans la sous-région », a déclaré Leïla Mokkadem, directrice générale de la Banque africaine de développement pour l'Afrique australe avant d'ajouter : « Ce projet ralliera également la Namibie à la ceinture de cuivre de l'Afrique et réalisera une connectivité ferroviaire régionale ». La majeure partie de la ligne ferroviaire traverse des



terres agricoles à vocation essentiellement commerciale et quelques zones urbaines. La ligne ferroviaire modernisée aura un nouveau tracé à proximité de la ligne ferroviaire existante. Les automobilistes, les communautés agricoles et les industries situées le long du corridor bénéficieront d'un temps de déplacement et de transport des marchandises réduit, d'une augmentation des opportunités économiques grâce à un transport ferroviaire abordable, fiable et sûr, stimulant le développement régional et national. Les coûts d'entretien des routes devraient également être amoindris. Après avoir financé l'agrandissement du terminal à conteneurs du port de Walvis Bay, la banque soutient l'intégration régionale de la Namibie en

construisant des infrastructures portuaires et ferroviaires essentielles pour relier le pays au reste de la région, déplacer les marchandises, soutenir les chaînes de valeur et promouvoir le commerce. Le Groupe de la Banque africaine de développement opère en Namibie depuis 1991 lorsque le pays a adhéré à l'institution. Après un ralentissement entre 2001 et 2009, ses interventions se sont intensifiées ces dernières années. Le 30 septembre 2023, le portefeuille actif du Groupe de la Banque en Namibie était estimé à 687 millions de dollars répartis sur dix opérations dans six secteurs : le transport (15,6 %), la finance (35,1 %), le multisectoriel (18,1 %), l'eau (15,3 %), l'agriculture (7,9 %) et le secteur social (8 %)

Le président de l'UA appelle à une réforme de l'architecture financière

En marge d'une réunion du forum "G20 Compact with Africa", dédié à la promotion de l'investissement privé en Afrique, le président de l'Union africaine, Azali Assoumani a appelé lundi à Berlin à une augmentation des flux financiers vers le continent. La dette élevée empêche les Etats d'investir parce qu'obliger de payer les créanciers : le potentiel du compact ne peut être pleinement réalisé que si un certain nombre de défis sont relevés. En effet, même si les flux d'investissement des pays du G 20 vers les pays africains adhérents dépassent les niveaux d'avant la pandémie, comme en 2019, ils sont encore loin du montant record de près de 53 milliards de dollars atteint au cours de l'exercice 2017/2018 et pourtant, les besoins d'investissement interne des pays restent colossaux. En plus de l'assouplissement de la dette, Azali Assoumani a également appelé à une réforme du système financier actuel en vigueur depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Selon le président en exercice de l'UA, l'Afrique est lésée par l'architecture financière globale : il faut dire que les lacunes actuelles du système financier constituent un obstacle majeur à la mobilisation des capitaux privés internationaux et au financement du développement de nos économies africaines. Je demande donc à nos partenaires du G20 d'appuyer l'appel de l'Afrique en faveur d'une réforme de l'architecture financière internationale et d'une gouvernance économique mondiale plus juste et plus inclusive. Azali Assoumani a également invité les pays occidentaux à une compétition positive en acceptant la présence d'autres partenaires sur le continent comme la Chine devenu depuis quelques années, le premier partenaire commercial de plusieurs pays africains. Pékin a investi dans les infrastructures devenant le principal débiteur du continent.

AFRIQUE DE L'OUEST

La production céréalière est attendue à 77,8 millions de tonnes en 2023

En Afrique de l'Ouest, les céréales constituent la base de l'alimentation des populations. Les conditions météorologiques qui ont été globalement favorables dans la majorité des pays de la sous-région laissent entrevoir une amélioration de la production de graminées. En Afrique de l'Ouest, la production céréalière est attendue à 77,8 millions de tonnes en 2023. C'est ce qu'indique la FAO dans son dernier rapport sur les Perspectives de cultures et la situation alimentaire mondiale. Le stock annoncé traduirait une hausse de 0,8 % soit 600 000

tonnes de plus que la récolte de l'année précédente. Comptant pour plus de 30 % de ce stock, la production de riz paddy devrait afficher une hausse de 5,3 % pour s'établir à plus de 23,6 millions de tonnes. Pour expliquer ces prévisions optimistes, l'organisme onusien indique que les conditions météorologiques ont été globalement favorables dans les pays côtiers, entre mars et juillet, ce qui a permis d'obtenir des rendements moyens supérieurs à la moyenne. Dans les pays du Sahel où les récoltes se poursuivront jusqu'en

janvier 2024, les précipitations cumulées entre juin et septembre sont jugées satisfaisantes dans la majorité des zones de production, ce qui a favorisé le semis et le développement des cultures. Globalement, la récolte de céréales devrait augmenter dans tous les pays de la sous-région comme le Nigeria, le Mali et le Ghana à l'exception du Burkina Faso et du Niger. Alors que dans l'ex-Haute Volta, la production est attendue en stagnation à 5,2 millions de tonnes, elle devrait chuter de 1 million de tonnes à 4,9 millions de tonnes au Niger. D'après la FAO, les périodes de

sécheresse ont limité les rendements avec l'arrivée tardive des pluies saisonnières en plus de l'insécurité persistante qui a entraîné une réduction des superficies ensemencées. Selon l'organisme, des déficits de production localisés sont attendus dans les zones touchées par les conflits dans la région du Liptako-Gourma (chevauchant le Mali, le Niger et le Burkina Faso) ainsi que dans le bassin du lac Tchad et le nord du Nigeria, en raison de l'accès limité aux terres cultivées et aux intrants agricoles.

AFRIQUE

L'Arabie saoudite veut renforcer sa coopération avec les pays africains

Le royaume a en effet mis à disposition de 12 pays du continent une enveloppe de 533 millions USD pour financer des projets de santé, d'éducation, de l'eau et des transports. Le Fonds saoudien pour le développement (SFD) a annoncé la signature d'accords de prêts de développement d'une valeur de 150 millions de rial (40 millions USD) avec le Bénin. D'après le fond, le financement sera affecté au projet de construction d'un lycée scientifique à Porto-Novo et à la construction d'une école normale supérieure pour la formation des instituteurs à Parakou. L'accord a été signé lors de la conférence économique saoudo-arabo-africaine qui

s'est tenue à Riyad, au Royaume d'Arabie saoudite le même jour. Cet événement a été organisé en prélude au Sommet Arabie saoudite-Afrique qui s'ouvre ce 10 novembre et auquel prendra part le président béninois, Patrice Talon. Le financement accordé au Bénin fait partie d'une enveloppe globale de 533 millions USD que le SFD a mis à disposition de 12 pays africains : l'Angola, le Burkina Faso, le Burundi, le Cap-Vert, la Guinée, le Malawi, le Mozambique, le Niger, le Rwanda, la Sierra Leone, la Tanzanie, et le Bénin. Dans ces pays, la subvention servira à financer des projets dans les secteurs de la santé, de l'eau, de l'éducation et des transports.



POINT-MARCHÉS

Calme en Europe avant les "minutes" de la Fed

Les principales Bourses européennes évoluent sans grande conviction mardi en matinée dans un contexte d'attentisme avant la publication du compte rendu de la dernière réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed) et la recherche de nouveaux catalyseurs.

À Paris, le CAC 40 perd 0,14% à 7.237,00 points vers 08h40 GMT. À Londres, le FTSE 100 abandonne 0,22%, tandis qu'à Francfort, le Dax grappille 0,08%. L'indice EuroStoxx 50 recule de 0,10%, tandis que le FTSEurofirst 300 (-0,04%) et le Stoxx 600 (-0,05%) sont pratiquement stables. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une ouverture sans grand changement pour le Dow Jones (-0,05%), le Standard & Poor's 500 (-0,10%) et le Nasdaq (-0,06%) pour au lendemain d'une séance dans le vert portée par Microsoft, qui a réussi à attirer plusieurs cadres d'OpenAI, la société à l'origine de

ChatGPT. L'intelligence artificielle (IA) pourrait à nouveau animer les échanges à Wall Street avec Nvidia, dernier des géants des nouvelles technologies aux Etats-Unis à publier ses résultats trimestriels. Avant cela, les investisseurs auront pris connaissance à 19h00 GMT du compte rendu de la réunion de la Fed des 31 octobre et 1er novembre, qui pourrait fournir des éléments sur les débats au sein de la banque centrale américaine alors que certains traders commencent à estimer que la première baisse des taux aux Etats-Unis pourrait intervenir dès le mois mars 2024, selon le baromètre Fedwatch de CME group.

En Europe, où une baisse des taux est attendue à compter du mois d'avril, les indices d'activité PMI prévus jeudi, seront à surveiller. Aux valeurs, les constructeurs automobiles Renault (-0,95%), Stellantis (-0,40%), Volkswagen(-0,57%), Mercedes (-0,44%), BMW (-0,93%) réagissent négativement malgré l'annonce d'un bond de 14,6% des ventes de voitures neuves en octobre dans l'Union européenne. Stellantis a par ailleurs annoncé envisager une gigafactory de batteries LFP en Europe dans le cadre d'une coentreprise avec le chinois CATL. A Paris, LVMH cède 1,14% en réaction à l'abaissement de la recommandation d'UBS à "neutre" contre "acheter". A Milan, Monte Dei Paschi Di Siena (MPS) chute de près de 5% après l'annonce par Rome de la cession d'une parti-

cipation de 25% dans la banque italienne en vue de sa reprivatisation. A Francfort, le groupe de défense Rheinmetall prend 2,69% à la suite de la présentation de son plan stratégique 2026, qui prévoit notamment un chiffre d'affaires de 13-14 milliards d'euros à cette échéance. A Londres, l'action du distributeur britannique de produits électroniques grand public AO World est volatil, s'affichant à -2,40% après avoir pris jusqu'à 1,8% à l'ouverture à la faveur du relèvement ses prévisions annuelles, tandis qu'à Zurich le fabricant suisse d'appareils auditifs Sonova bondit de 6,63% après ses résultats et perspectives. Sur le plan sectoriel, le compartiment des banques abandonne 0,51%, tandis que celui de l'énergie gagne 0,23%.

CAC 40

Une certaine fébrilité se fait sentir

La Bourse de Paris est attendue sans vraie tendance mardi matin, les investisseurs continuant d'opter pour la prudence au début d'une semaine qui sera tronquée par la célébration de la fête américaine de Thanksgiving, une période traditionnellement calme pour les marchés.

Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - passé sur l'échéance décembre - grappille à peine quatre points à 7262,5 points, annonçant un début de séance très hésitant.

Le marché parisien avait ouvert la semaine sur un gain modeste en s'octroyant 0,2% à 7246 points lundi, mais bon nombre d'analystes mettent en évidence la configuration 'fragile' dans laquelle évolue le CAC.

L'appétit des investisseurs pour les actifs risqués semble faiblir depuis quelques séances en l'absence de nouveaux catalyseurs susceptibles d'orienter la tendance dans un sens comme dans l'autre. Les chiffres des ventes de logements anciens attendus cet après-midi aux Etats-Unis constitueront le principal rendez-vous pour les marchés financiers.

Après un modeste rebond en début d'année, la tendance est à nouveau négative sur le marché américain de l'immobilier du fait de taux d'emprunt historiquement élevés et de prix qui restent inaccessibles, ce qui bride toute possibilité de reprise.

Les craintes d'une poursuite du durcissement monétaire orchestré par les grandes banques centrales incitent également les investisseurs à la prudence. L'attention des marchés concerne encore la Fed et la date à laquelle elle commencera à baisser ses taux, mais il semble que la banque centrale américaine ne sache pas elle-même quand ce moment viendra.

Deux écoles s'opposent actuellement lorsqu'il s'agit d'envisager l'évolution des marchés boursiers en cette fin d'année 2023 et à l'approche du nouvel exercice 2024.

Pour certains stratèges, le ralentissement de la croissance, sans récession aux Etats-Unis, conjugué au reflux de l'inflation sont de nature à soutenir les valorisations des actions.

'Le sentiment est manifestement devenu plus positif sur l'ensemble des marchés et devrait constituer un facteur de soutien', estiment ainsi les équipes de Lombard Odier Investment Managers.

Selon les autres, la menace de plus en plus réelle d'une récession devrait fragiliser la confiance des investisseurs et provoquer une révision à la baisse des prévisions de bénéfices des entreprises, se traduisant par une baisse des actions.

L'appréciation du risque semble toujours vulnérable à court terme, la zone euro étant au bord de la récession et un rallen-

tissement américain se profilant à l'horizon alors que le resserrement de la politique monétaire fait (enfin) sentir ses effets', prévient ainsi Generali Investment. 'Malgré la récente correction, les actions ne tiennent pas suffisamment compte d'un contexte plus difficile', souligne la branche de gestion d'actifs de l'assureur italien.

Dans ce contexte, les marchés obligataires ont entamé la semaine sur une note hésitante, le rendement des Treasuries étant remonté hier autour de 4,47% avant d'opérer une soudaine détente vers 4,42%.

Plombé par la chute de la rémunération des obligations d'Etat, le dollar poursuit sa débâcle et lâche encore du terrain face à l'euro, qui en profite pour revenir aux abords de 1,0960.

Sur le marché pétrolier, les cours du brut restent volatiles, le Brent cédant 0,7% à 81,7 dollars après une tentative de rebond avortée hier, tandis que le WTI américain lâche 0,1% à 77,5 dollars.

Les Bourses chinoises ouvrent dans le vert

Les Bourses chinoises ont ouvert en hausse mardi 21 novembre, dans la foulée de Wall Street et avant la publication plus tard dans la journée du compte-rendu d'une réunion de la banque centrale américaine (Fed).

Dans les premiers échanges à Hong Kong, l'indice Hang Seng gagnait 0,87% à 17.932,54 points.

De son côté, l'indice composite de la Bourse de Shanghai prenait 0,21% à 3.074,83 points, tandis que la place de Shenzhen était en hausse de 0,18% à 1.939,99 points.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 20 Novembre 2023
Valeur : 22 Novembre 2023

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR 	134.0543	134.0693
1	EUR	EURO 	146.4141	146.4439
1	GBP	POUND STERLING 	167.2751	167.3774
100	JPY	JAPANESE YEN 	90.0177	90.0338
1	CNY	CHINESE YUAN 	18.6775	18.6848
1	CHF	SWISS FRANC 	151.5251	151.6449
1	CAD	CANADIAN DOLLAR 	97.7927	97.8108
1	DKK	DANISH KRONE 	19.6385	19.6418
1	SEK	SWEDISH KRONA 	12.7897	12.7943
1	NOK	NORWEGIAN KRONE 	12.4478	12.4521
1	AED	UAE DIRHAM 	36.4972	36.5033
1	SAR	SAUDI RIYAL 	35.7402	35.7499
1	KWD	KUWAITI DINAR 	434.8177	435.0075
1	TND	TUNISIAN DINAR 	42.7420	43.1716
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM 	13.1986	13.2001
1	LYD	LIBYAN DINAR 	27.7264	27.8684
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA 	3.5296	3.5300
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.8967	177.8967

La Bourse de Paris recule entraînée par le repli de LVMH

La Bourse de Paris recule dans les premiers échanges mardi, en partie lestée par le repli de LVMH, poids lourd de la côte parisienne, et sans rendez-vous macroéconomique majeur. L'indice vedette CAC 40 cédait 0,19%, soit 13,88 points à 7.233,05 points vers 10H10.

Lundi, il a clôturé en hausse de 0,18%, à 7.242,40 points, au plus haut depuis le 20 septembre. Le recul de 1,23% à 708,90 euros du géant du luxe LVMH, après que la banque suisse UBS a abaissé sa recommandation d'achat du titre à «neutre», pesait sur le CAC 40.

Les analystes d'Oddo BHF réajustent eux aussi leurs prévisions sur LVMH, estimant qu'après un troisième trimestre «qui a montré une décélération visible de la croissance, tant chez LVMH que pour le secteur du luxe dans son ensemble», il n'y a pas lieu de «tabler à ce stade sur une amélioration de la situation générale» au quatrième trimestre, selon une note. «Si nous restons prudents sur la perspective d'ensemble du secteur, nous pensons que la position relative du groupe reste plus favorable que la moyenne au vu de la solidité de ses marques phares (Louis Vuitton, Dior, Sephora

pour ne citer que les plus importantes)», complète Oddo BHF. Dans le même secteur, Kering reculait de 0,66% à 400,55 euros et Hermès prenait 0,32% à 1.947,80 euros. Sur le plan macroéconomique, aucun rendez-vous majeur n'est à l'agenda. Les investisseurs attendent dans le calme la publication des «minutes de la Fed», qui est le compte rendu de la dernière réunion de l'institution monétaire américaine. Les regards seront aussi tournés vers le géant américain de la technologie, Nvidia, très prisé par le secteur de l'intelligence artificielle.

Le secteur auto en baisse
Sur les dix premiers mois de l'année, le marché a crû de façon substantielle (16,7%), totalisant près de neuf millions d'unités. Mais il reste encore loin des volumes enregistrés avant le Covid-19 qui a désorganisé les chaînes d'approvisionnement, notamment des puces électroniques, selon les statistiques du secteur publiées mardi. Sur la côte parisienne, Renault reculait de 0,91% à 35,22 euros, Stellantis lâchait 0,61% à 18,77 euros, Forvia 0,37% à 17,47 euros et Valeo 0,92% à 13,41 euros.

ECHANGES COMMERCIAUX ENTRE LA CHINE ET LA RUSSIE

Plus de 200 milliards de dollars d'ici fin 2023

Le premier vice-Premier ministre russe Andrei Belousov a déclaré lundi dernier lors de sa rencontre avec le vice-Premier ministre chinois Ding Xiang que le volume des échanges commerciaux annuels entre son pays et la Chine dépasserait 200 milliards de dollars d'ici la fin de 2023 et pourrait atteindre 300 milliards de dollars d'ici 2030.

Cette déclaration est intervenue lors d'une réunion du Comité intergouvernemental sino-russe pour la coopération en matière d'investissement tenue à Pékin.

Belousov a souligné que les deux parties avaient prévu d'atteindre le niveau d'échange de 200 milliards de dollars en 2024, estimant que cela témoigne d'un progrès remarquable dans le commerce des métaux, des produits chimiques, des produits alimentaires, des équipements et des automobiles entre les deux pays.

De son côté, le vice-Premier ministre chinois Deng Xiaoxiang a déclaré que Pékin et Moscou étaient prêts à faciliter leur coopération en matière d'investissement.

Deng a déclaré lors de la réunion : « Aujourd'hui, nous tenons la dixième réunion du comité gouvernemental. Je voudrais résumer avec vous les activités dans le domaine de la coopération en matière d'investissement entre la Chine et la Russie au cours de l'année écoulée et discuter des principales tâches dans le cadre de la réunion, afin de promouvoir l'obtention de nouveaux résultats dans la coopération en matière d'investissement entre nos deux pays.

"Je souhaite établir des contacts de travail étroits avec vous et avoir un échange de vues approfondi sur le développement ultérieur de la coopération en matière d'investissement entre la Chine et la Russie", a ajouté M. Deng.

95 % des transactions effectuées en roubles et en yuans

Le Comité intergouvernemental sino-russe a été créé en 2014 dans le but de faciliter la mise en œuvre de projets d'investissement et de réduire les barrières administratives et commerciales entre les deux pays. Belousov a déclaré que 95 % de toutes les transactions commerciales entre les deux pays sont effectuées en roubles et en yuans.



Au milieu du mois dernier, le président russe Vladimir Poutine s'attendait à ce que les échanges commerciaux entre son pays et la Chine atteignent 200 milliards de dollars d'ici la fin de cette année, soit une croissance d'un tiers par rapport à 2022.

À la fin de l'année dernière, le volume des échanges commerciaux entre la Russie et la Chine a augmenté de 29,3 %, atteignant un niveau record d'environ 191 milliards de dollars. Les présidents russe et chinois avaient précédemment prévu de doubler le volume des échanges commerciaux entre les deux pays, en le faisant passer de 100 milliards de dollars par an, enregistré en 2018, à 200 milliards de dollars d'ici 2024.

La Chine est un important importateur de pétrole brut et de gaz russes, soumis aux sanctions occidentales en raison de la guerre en Ukraine.

La Russie est un important producteur de pétrole brut avec une moyenne quotidienne de 11 millions de barils dans des conditions normales, tandis que la Chine est le plus grand importateur de pétrole brut au monde avec une moyenne quotidienne de 10 millions de barils.

Ces dernières années, le volume des échanges commerciaux entre la Russie et la Chine a doublé et, sous les sanctions occidentales, Moscou a réorienté une grande partie de ses exportations, notamment énergétiques, vers la Chine et a également augmenté ses achats de voitures, d'équipements et d'électronique auprès de la Chine. Pékin.

Les experts estiment que le renforcement de la coopération avec la Chine permettra à la Russie de se remettre rapidement des répercussions des sanctions, et que la conversion de la plupart des paiements mutuels en rouble et en yuan protégerait les transactions des influences extérieures.

POUR METTRE FIN À L'AFFAIRE

Les États-Unis demandent 6 milliards de dollars à Binance

Le ministère américain de la Justice recherche plus de 4 milliards de dollars auprès de Binance Holdings dans le cadre d'une proposition de résolution d'une enquête de plusieurs années sur la plus grande bourse de crypto-monnaie au monde. Les négociations entre le ministère de la Justice et Binance incluent la possibilité que son fondateur, Changpeng Zhao, puisse faire face à des accusations criminelles aux États-Unis dans le cadre d'un accord visant à résoudre l'enquête sur des allégations de blanchiment d'argent, de fraude bancaire et de violations des sanctions, ont déclaré des personnes proches des discussions.

M. Zhao vit aux Émirats arabes unis, qui n'ont pas de traité d'extradition avec les États-Unis, mais cela ne l'empêche pas de venir volontairement.

La crypto-monnaie BNB, un jeton natif de Binance et de la blockchain BNB Chain créée par la bourse, a augmenté de 8,5 % pour atteindre 266,42 \$.

"Un règlement avec une disposition de surveillance en place pourrait être un compromis qui protège les investisseurs et permet à Binance d'évoluer vers une direction future plus institutionnelle et plus conforme", a déclaré Matt Walsh, associé fondateur de la société de capital-risque de crypto-monnaie Castle Island Ventures. Le calendrier et la structure exacts de la résolution proposée et les accusations spécifiques ne sont pas clairs. Cependant, on s'attendrait

probablement à ce que Binance paie plus de 4 milliards de dollars, ce qui constituerait l'une des sanctions les plus importantes jamais infligées dans une affaire criminelle de cryptomonnaie.

Trouver un équilibre

L'accord vise à trouver un équilibre qui permettrait à Binance de continuer à fonctionner, plutôt que de risquer un effondrement qui pourrait entraîner des retombées négatives pour les marchés et les détenteurs de crypto. Binance a cherché à minimiser son exposition dans tout règlement, notamment en faisant pression en faveur d'un accord de poursuite différée, a déclaré une autre personne.

En ce qui concerne d'éventuelles violations des sanctions, le ministère de la Justice a enquêté sur Binance pour avoir prétendument aidé à contourner les sanctions américaines contre l'Iran et la Russie, a déclaré l'une des sources. Binance a également fait l'objet d'un examen minutieux pour savoir si elle avait autorisé des transactions ayant contribué à financer le Hamas.

Cas FTX Il s'agit de l'une des enquêtes les plus importantes jamais menées par le ministère de la Justice sur une société de cryptomonnaie. Un règlement représenterait une autre résolution historique après l'effondrement de l'échange cryptographique FTX, qui a abouti à la condamnation de son fondateur, Sam Bankman-Fried, pour fraude et complot au début du mois. Binance a fait l'objet de mesures juridiques et réglementaires de la part d'autres agences américaines, ainsi que d'une surveillance accrue de la part des législateurs américains.

Cas FTX

En juin, la Securities and Exchange Commission a intenté une action en justice accusant Binance et M. Zhao de mauvaise gestion des fonds des clients, d'avoir induit les investisseurs et les régulateurs en erreur et d'avoir enfreint les règles en matière de valeurs mobilières.

COOPÉRATION

Xi souhaite davantage d'investissements français en Chine

Le président chinois Xi Jinping a déclaré que la Chine souhaitait que davantage d'entreprises françaises investissent dans le pays et espérait que la France offrirait un environnement commercial équitable et non discriminatoire aux entreprises chinoises. La télévision d'État chinoise a rapporté que Xi avait fait ces déclarations lors d'un appel téléphonique avec son homologue français, Emmanuel Macron, dans le but de renforcer les relations avec la France, le partenaire commercial européen de la Chine, après la visite de Macron en Chine en avril. L'Union européenne enquête sur le soutien de la Chine aux voitures électriques et devrait également lancer une autre enquête sur ses producteurs d'acier. Dans le même temps, de nombreux pays européens se plaignent du flou des lois et des règles que la Chine applique aux entreprises étrangères présentes dans le pays. "La Chine souhaite maintenir un niveau élevé d'échanges commerciaux avec la partie française", a déclaré M. Xi, ajoutant qu'il souhaitait que davantage de produits français entrent sur le marché chinois.

Il a ajouté que la Chine souhaite renforcer les cadres de coopération avec la France au sein des Nations Unies et d'autres institutions multilatérales. La Chine assume ce mois-ci la présidence du Conseil de sécurité des Nations Unies. Le président chinois, deuxième économie mondiale, a appelé la France à jouer un rôle constructif dans la promotion du développement positif des relations entre la Chine et l'Union européenne, alors que les relations sont tendues en raison de diverses questions, notamment les efforts de l'Union européenne pour réduire la dépendance à l'égard de la chaîne d'approvisionnement chinoise face à la guerre en Ukraine. La télévision d'État chinoise a rapporté que les deux dirigeants ont également échangé leurs points de vue sur le conflit dans la bande de Gaza et sont convenus qu'il était nécessaire d'éviter une aggravation de la situation, notamment une crise humanitaire plus grave.

ACCORD SUR LA RÉVISION DES RÈGLES BUDGÉTAIRES

Les ministres des finances de l'UE prévoient de se réunir en décembre

Les ministres des Finances de l'Union européenne prévoient de se réunir en décembre. L'accord sur la révision des règles budgétaires devrait progresser vers un accord sur la révision des règles budgétaires puisque l'ancien cadre entrera en vigueur à partir de janvier, selon des sources proches du dossier.

Les responsables se réuniront après leur réunion prévue au format zone euro, et avant leur réunion prévue le lendemain où ils tenteront de parvenir à un accord sur la proposition législative qui contrôle les dépenses publiques dans le bloc.

La Tesla Model 3 épinglée au contrôle technique

Comme chaque année, la branche automobile du TÜV Sud dévoile son bilan du contrôle technique en Allemagne. Cet organisme rassemble les données de centres de contrôle technique outre-Rhin avec, comme toujours, un classement qui en dit long sur l'état du parc automobile allemand. Et pour 2024, il semble que les premiers passages des Tesla Model 3 ne soient pas bons ! Chez nos voisins, le premier contrôle technique est obligatoire à partir de la troisième année de mise en circulation. Puisque les livraisons de la Model 3 ont débuté en Europe courant 2019, ce n'est qu'à partir de 2023 que l'on peut enfin avoir un tour d'horizon des contrôles sur la berline américaine.

La Model 3 dernière

Le classement place donc la Tesla Model 3 bonne dernière, à la 111e place actuelle juste derrière la Dacia Logan. La Model 3 affiche un taux de défaillance de 14,7 %, ce qui semble important puisque la Logan est à 11,4 %. Il faudrait toutefois avoir accès aux détails des défauts remontés, mais le TÜV mentionne tout de même des défaillances "importantes", notamment dans deux domaines : freinage (disques et plaquettes peu sollicités sur les électriques grâce au régénératif, et donc paradoxalement moins efficace dans le temps) et les suspensions/essieux, qui semblent être récurrents sur la Model 3. La voiture électrique au sens large est-elle fautive, ou simplement la Model 3 ? Le TÜV aurait un premier élément de réponse : chez Tesla, il n'y a pas d'intervalles d'entretien à l'inverse d'autres constructeurs qui vendent des électriques. "Nous ne nous attendions pas à des performances aussi médiocres de la Tesla Model 3. Mais le résultat confirme notre hypothèse selon laquelle les voitures électriques doivent également être entretenues régulièrement". Parallèlement, la vieillissante Volkswagen e-Golf est à la 4e place du classement avec 2,6 % de taux de défaillance. La Renault Zoe se classe 49e avec 5,1 % de taux de défaillance.

OCCASION / PEUGEOT 3008 2
Ce qu'il faut savoir avant d'acheter

En troquant ses habits de SUV mal assuré, le Peugeot 3008 de seconde génération a réalisé le casse du siècle. Fort en gueule, il a aussi élevé le niveau côté prestations routières. Du coup, en occasion, on ne sait même plus où donner de la tête.

Alors qu'il noircit nos pages depuis plusieurs mois déjà, le nouveau Peugeot 3008 n'est même pas arrivé dans les concessions. Il deviendra réalité au début de l'année 2024. Par effet de ricochet, l'ancienne génération – l'actuelle sur le plan commercial – va donc aussi faire parler d'elle. Il y aura tout d'abord de belles affaires à faire sur les derniers exemplaires neufs, mais les occasions vont potentiellement subir un petit coup de rabais également. Ce qui pourrait le rendre encore plus intéressant en occasion. Reste à prêter attention aux principaux problèmes de fiabilité et à faire le bon choix quant à la version à acheter. Dès sa sortie en 2016, ce 3008 "2" tranche avec son prédécesseur. Avec des angles et des arêtes très marqués, il prend en effet un tout autre chemin que le 3008 "1" que les rondeurs ont rapproché de l'univers des monospaces même s'il n'en avait pas vraiment le côté pratique. Définitivement, cette seconde génération assume son côté baroudeur, même s'il n'est disponible qu'en traction. À l'intérieur, le i-Cockpit n'a pas pris une ride et s'avère à certains égards plus moderne que certains habitacles actuels. Sans compter la sensation d'être à bord d'un véhicule haut de gamme grâce à une construction et des matériaux de premier ordre, même si quelques imperfections demeurent. L'habitabilité est dans la bonne moyenne de la catégorie. Enfin, il faut rappeler que si la conduite est un critère important pour vous, ce 3008 enchante toujours par son agilité, sans oublier un excellent confort général pour le reste des passagers. C'est un des points qu'il vous faut scruter, notamment parce que le PureTech 130 est extrêmement répandu et que ce moteur a connu de sérieux pépins. Cela dit, si l'entretien a été fait dans les temps, sérieusement et que le vendeur peut vous le prouver, il n'y a pas de raison de boycotter ce moteur. Fraichement commercialisé, le micro-hybride de 136 ch est trop jeune pour avouer ses faiblesses. Mais Peugeot a quoiqu'il arrive corrigé le système de distribution du PureTech 130 pour fiabiliser ce nouveau moteur. - **1.2 PureTech 130** : Usure et casse de la distribution. Rappels massifs début 2021 puis fin 2022. La périodicité de remplacement de cette dernière a été abaissée à 100 000 km/6 ans



- **1.6 BlueHDi** : Pertes de puissance (turbo). 2.0 BlueHDi Voyant diagnostic allumé (alimentation carburant), pompe HP défaillante
- **Hybrides** : Rappel en 2021 pour divers contrôles (carter de protection inférieur, faisceau électrique, moteur électrique AR et serrage du train arrière)
- **Freinage** : Rappel fin 2022 sur 1.2 PureTech concernant l'assistance
- **Capot** : Câble d'ouverture mal monté. Vibrations
- **Électronique** : Dysfonctionnements du Bluetooth, reprogrammation. Écran noir. Calculateur d'airbag (témoin allumé)
- **Boîte automatique** : Sur EAT6, circuit électrique mal placé (message d'erreur). Électricité : Risque de court-circuit (mauvais positionnement d'une cosse de démarreur), risque de frottement du faisceau moteur sur une durite de refroidissement. Hayon électrique défaillant
- Garnitures : Contreportes se déclip-sant. Hayon difficile à fermer (3008, seuil de coffre).
- **Trains roulants** : Bruits à l'avant (bielles), claquements à l'arrière (ressorts).
- **Réservoir d'urée** : Problématique sur les 1.6 et 2.0 BlueHDi
- **FAP** : Risque de fissure sur 2.0 BlueHDi entre 2017 et 2022. Rappel pour reprogrammation ou contrôle

voire remplacement du FAP

Essence et diesel laissent place aux voitures hybrides

L'hybride est vu par beaucoup comme une solution de transition du thermique vers le tout électrique. Et c'est exactement ce qui est en train de se passer sur le marché du véhicule d'occasion, qui commence à offrir une vraie tendance sur les habitudes d'achat des Français en 2023. Pour faire simple : vous délaissez de plus en plus l'essence et le diesel pour des hybrides, voire des hybrides rechargeables.

Quel avenir pour les cotes des voitures thermiques ?

Les chiffres d'octobre montrent donc une bonne dynamique des voitures hybrides qui piquent des parts de marché aux thermiques :

- Véhicules thermiques : - 2,1 % diesel / - 2,3 % essence
 - Véhicules électriques : + 22 % hybride non-rechargeable / + 21,7 % hybride rechargeable
- Il ne faut évidemment pas se fier uniquement à un seul mois pour évaluer les ventes d'une catégorie de véhicules, mais le fait est que les hybrides commencent à inonder l'occasion avec notamment l'offre Renault (Clio, Captur, Mégane, Arkana et maintenant Austral et Espace), celle de

Hyundai/Kia ou encore les incontournables de Toyota en attendant les premières arrivées en occasion des hybrides non rechargeables Stellantis. Tout ceci pose alors la question de la valeur résiduelle et de la cote des voitures essence et diesel dans les mois à années à venir.

Les véhicules électriques, quant à elles, avancent : la part de marché dans le véhicule d'occasion est désormais de plus de 2 %. Leurs ventes progressent moins vite que les hybrides et PHEV, mais sur les occasions de moins de 2 ans, la part de marché des voitures électriques atteint tout de même 8 %.

L'occasion encore dans le rouge

Sur les dix premiers mois de l'année, le marché du véhicule d'occasion atteint les 5,028 millions d'unités, avec un mois d'octobre à 549 497 (+ 7,1 % par rapport à octobre 2022). Malgré une bonne rentrée "scolaire", l'occasion ne parvient pas encore à effacer un mauvais début d'année puisque le marché reste à - 1 % par rapport aux dix premiers mois de 2022. Et les prix semblent se maintenir à des niveaux élevés (malgré un rapport de ventes VO/VN désormais de nouveau au-dessus de 3) qui, en ces temps d'inflation, pourraient poser problème en fin d'année.

NOUVELLE FIAT 600

La citadine qui va vous faire aimer l'électrique

Pour son retour sur le segment des citadines polyvalentes, le constructeur italien offre le meilleur de son ingénierie en proposant un véhicule combinant iconicité et efficacité. Nouvelle Fiat 600 est ainsi compacte à l'extérieur tout en offrant un espace intérieur optimisé. Urbaine et branchée elle se montre polyvalente offrant ainsi plus d'espace, plus de confort, plus de contenu technologique et plus de style.

La dolce vita augmentée

Près de 70 ans après le lancement de la 1ère Fiat 600, cette famille pensée et dessinée à Turin revient dans une version 100% électrique. Capitalisant sur son héritage, son histoire et ses airs de ressemblance avec Fiat 500, Fiat a su insuffler toute l'essence de la dolce vita italienne en y ajoutant plus d'espace, de modernité et de polyvalence.

Un espace augmenté

Véritable grande sœur de Nouvelle Fiat 500, Fiat 600 se démarque par son gabarit extérieur et ses

4,17 m de long. Cela permet un espace généreux pour les cinq occupants qu'elle peut accueillir confortablement. Les ingénieurs ont même réussi à gagner 30 mm supplémentaire d'espace aux jambes et 22 mm d'habitabilité, afin d'assurer un confort optimal et adapter cette Nouvelle Fiat 600 aux familles et aux longs trajets. Son empattement de 2,56 m lui confère une maniabilité exemplaire en ville et l'un des meilleurs rayons de braquage du segment B avec 10,50 m. Elle dispose également du meilleur espace de rangement de sa catégorie. La combinaison des volumes vouée aux effets personnels, dont celui au niveau du tunnel central, monte à 15 litres. Le coffre est également suffisamment grand pour assurer des déplacements extra-urbains avec un volume de 360 litres.

Une autonomie augmentée

Nouvelle Fiat 600 électrique est animée par un moteur de 156 ch (115 kW). Avec cette motorisation 100% électrique, le couple de 260 Nm est délivré instantanément. Cela offre alors une conduite

vive avec un 0 à 100 km/h atteint en 9,0 secondes. La batterie d'une capacité de 54 kWh offre à Nouvelle Fiat 600 électrique des autonomies suffisantes pour assurer les longs trajets. Elle peut ainsi atteindre jusqu'à 409 km en cycle mixte (WLTP). Ces distances sont possibles notamment grâce à une belle optimisation de sa batterie comme avec son système de régénération de la batterie activée quand la boîte de vitesses est en mode « B » ou encore par le choix de mettre une pompe à chaleur, moins énergivore. Les recharges de Nouvelle Fiat 600 électrique sont rapides et ont été optimisées grâce à un chargeur embarqué de 11 kW de série. Sur borne de recharge rapide, elle accepte jusqu'à 100 kW, permettant une recharge de 20 à 80 % en seulement 27 minutes. Le câble Mode 3 inclus de série permet quant à lui une recharge complète au domicile en moins de 6 heures.

Une voiture 100% dans son temps

Le modèle dispose de toutes les nouveautés de la marque pour assurer le plaisir et le confort de

ses occupants. L'ambiance lumineuse intérieure est personnalisable avec huit couleurs d'éclairage différentes. L'écran tactile de 10,25 pouces dispose d'un système de navigation intégré, mise à jour en temps réel avec les points de charge. Il est également compatible avec les systèmes Apple CarPlay et Android AutoTM. Un combiné 7 pouces et les services connectés UConnectTM permettent le contrôle vocal des fonctions du véhicule. L'autre volet électronique concerne la sécurité. Nouvelle Fiat 600 électrique offre ainsi une conduite assistée de niveau 2, le régulateur de vitesse adaptatif, la détection de somnolence du conducteur. Pour les fonctions plus spécifiques au milieu urbain, on retrouve la détection d'angles morts et le freinage d'urgence autonome préservant cyclistes et piétons. Côté confort, au-delà de celui procuré par une conduite électrique silencieuse, Nouvelle Fiat 600 électrique n'est pas en reste. Elle dispose de sièges avant chauffants et siège conducteur massant, d'un système audio 6 haut-parleurs, et d'un hayon électrique à ouverture mains-libres.

NOUVEAUX OUTILS D'ÉDITION BASÉS SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE POUR SES APPLICATIONS

Facebook et Instagram vont vous permettre de retoucher vos photos

Mark Zuckerberg a annoncé deux nouvelles fonctionnalités à venir dans Facebook et Instagram. Voulant profiter de l'essor de l'IA générative rencontré l'année dernière, le groupe Meta a décidé d'alimenter ses célèbres applications de nouveaux outils : Emu Edit et Emu Video. Ces derniers permettront aux utilisateurs de modifier leurs photos et de produire des vidéos de haute qualité à l'aide de descriptions textuelles.

Meta présente Emu Edit pour Facebook et Instagram. Avec Emu Edit, Meta déclare vouloir proposer « une nouvelle approche qui vise à rationaliser diverses tâches de manipulation d'images et à apporter des capacités et une précision améliorée à l'édition d'images ». Pour y parvenir, le groupe a donc mis au point un outil capable d'identifier distinctement les différents éléments composant une image afin que vous puissiez y apporter les modifications espérées.

À titre d'exemple, vous pourrez demander à Emu Edit de transformer un chien en panda sans avoir besoin de sélectionner manuellement la section de l'image que vous désirez modifier. Par ailleurs, si vous souhaitez ajouter du texte à un objet en particulier sans que celui-ci soit modifié, cela sera parfaitement possible.

Emu Video : Meta progresse avec son IA génératrice de vidéos. Le deuxième outil, baptisé Emu Video, offre aux utilisateurs la possibilité de générer des vidéos à partir d'invites textuelles, d'images, ou bien des deux à la fois. Comme rapporté par The Verge, les résultats offerts par ce dernier sont encore loin d'être réalistes. Néanmoins, il semble matérialiser une avancée significative en comparaison avec « Make-A-Video », l'IA de Meta lancée l'année dernière. Pour obtenir de meilleurs résultats que par le passé, la société américaine a utilisé un procédé quelque peu différent. Si les vidéos générées par Make-A-Video nécessitaient pas moins de cinq modèles, Emu Edit n'a quant à lui besoin que de « deux modèles de diffusion pour générer des vidéos 512 x 512 de quatre secondes à 16 images par seconde ». Pour l'heure, nous ignorons encore quand ces nouveaux outils d'édition débarqueront dans Facebook et Instagram. Malgré les améliorations promises par Meta comparativement aux outils déjà existants, les utilisateurs peuvent, en attendant, trouver des alternatives intéressantes du côté la nouvelle IA d'Adobe, ou encore de la firme de Mountain-View avec Google Photos Magic Editor.

AFFAIRE OPENAI (CHATGPT)

Sam Altman était en train de préparer le lancement d'un concurrent de Nvidia !

Le désormais ex-patron d'OpenAI avait pour ambition de créer une société de semi-conducteurs qui puisse concurrencer Nvidia.

Le feuilleton Sam Altman aura tenu en haleine l'ensemble de la planète tech. Mais pourquoi donc le patron de la société vers laquelle tous les regards se sont tournés en 2023 grâce à sa création ChatGPT a-t-il été débarqué ? Plusieurs hypothèses ont été émises sur ce sujet, dont une expliquant qu'il pouvait avoir eu les yeux plus gros que la tête, et aurait eu en tête des projets trop importants. Et quand on regarde cette nouvelle information, c'est peut-être bien ce qu'il s'est passé.

Un projet au nom de code de « Tigris »
Sam Altman avait de grandes ambitions pour OpenAI, avec un produit ChatGPT qui ne devait cesser d'offrir de nouveaux services. Mais pour améliorer une IA générative, et la proposer à un public toujours plus large, il est nécessaire d'accroître continuellement la puissance de calcul des infrastructures. Et pour cela, il faut les meilleures puces du marché, qui sont produites pour la plupart par Nvidia, et que tous les grands acteurs de la tech mondiale veulent se procurer. Face à ces difficultés, on apprenait récemment qu'OpenAI réfléchissait à produire des propres puces. Une idée qui était loin d'être une simple hypothèse de travail, puisque Sam Altman travaillait en fait depuis des semaines sur la création d'une nouvelle société spécialisée dans les puces IA, capable de concurrencer Nvidia. Nom de code de ce projet ? « Tigris ».

Les plus grands fonds souverains du monde sollicité
Le plan était assez avancé pour que Sam Altman ait eu à solliciter quelques-uns des plus grands fonds souverains du monde, comme le Mubadala Investment Company d'Abou Dabi ou le Fonds public d'investissement d'Arabie saoudite. Selon les informations de Fortune, le groupe japonais Softbank a aussi été sondé. L'ancien PDG d'OpenAI avait aussi proposé à ces mêmes investisseurs de le suivre dans la création d'un dispositif matériel axé sur l'IA. Pour rappel, le communiqué d'OpenAI annonçant le départ de Sam Altman indiquait que ce dernier n'avait pas « toujours été franc dans ses communications avec le conseil d'administration. » Ledit conseil d'administration n'aurait-il pas évoqué dans ces lignes, en filigrane, des problèmes en lien avec ces visées



d'une ampleur gigantesque ?

Les jeux attendus sur le Xbox Game Pass en novembre 2023
Novembre et son Black Friday sont souvent l'occasion de mettre à jour son équipement ou d'acheter les quelques jeux en solde qui nous faisaient envie ces derniers mois. Mais, si vous ne souhaitez pas attendre pour profiter de nouveaux titres, il y a le Xbox Game Pass et ses nouveautés disponibles chaque mois. Voyons ensemble quels jeux vont faire leur arrivée sur le service en novembre 2023. Si les mois de septembre et d'octobre étaient plutôt chargés côté jeux vidéo, novembre s'annonce plus tranquille, en tout cas sur le service de Microsoft. Mais la sélection, bien que plus modeste, continue de mettre en avant des jeux de qualité, avec des propositions pour toute sorte de joueurs et joueuses, en mélangeant jeux indépendants originaux et productions plus importantes. Après le spin-off Like A Dragon: Ishin! en octobre, c'est désormais au tour de Like A Dragon Gaiden: The Man Who Erased His Name de faire son arrivée sur le Game Pass en novembre, dès le jour de sa sortie. On retrouve également deux jeux inspirés par le succès Stardew Valley, avec Spirittea et Coral Island, parfaits pour se détendre tout en oubliant le froid de l'automne. Les adeptes de gestion sportive pourront passer tout leur temps libre sur le nouveau Football Manager, tandis que les fans de la licence Persona pourront jouer au tout nouveau spin-off, disponible dès sa sortie sur le Game Pass.

- Voici la liste des jeux qui rejoindront le Xbox Game Pass en novembre 2023 :
- ThirstySuitors (Cloud, Console et PC) – 2 novembre
 - Football Manager 2024 (PC) – 6 novembre
 - RollerDrome (Cloud, PC et Xbox Series X|S) – 28 novembre

- nager 2024 Console (Cloud, Console et PC) – 6 novembre
- Dungeons 4 (Cloud, Console et PC) – 9 novembre
- Like A Dragon Gaiden: The Man Who Erased His Name (Cloud, Console et PC) – 9 novembre
- Wild Hearts (Cloud, Console et PC) EA Play – 9 novembre
- Spirittea (Cloud, Console et PC) – 13 novembre
- Coral Island (Cloud et Xbox Series X|S) – 14 novembre
- Persona 5 Tactica (Cloud, Console et PC) – 17 novembre
- Dune: Spice Wars (Cloud et Console) – 28 novembre

ThirstySuitors
Jala revient dans sa ville de TimberHills et doit désormais faire face à ses actes passés et aux relations qu'elle avait laissées derrière elle : celles avec sa famille, mais également celles avec ses ex, qu'elle n'a pas toujours quittés dans les meilleurs termes. Le jeu mélange combats au tour par tour, séquences de skateboard et mini-jeux de cuisine dans un univers original et coloré pour nous dévoiler un scénario qui nous parle de culture, de relations, de pressions familiales, mais aussi d'expression de soi. ThirstySuitors est déjà disponible sur le Game Pass.

Like A Dragon Gaiden: The Man Who Erased His Name
Après nous avoir fait incarner Ichiban Kasuga dans Yakuza : Like a Dragon, Like A Dragon Gaiden: The Man Who Erased His Name nous remet dans la peau de Kiryu Kazuma, le héros des opus précédents. Quelque temps après les événements de Yakuza 6, Kiryu a décidé de si-

muler sa propre mort et de renoncer à son nom légendaire pour protéger sa famille. Mais un mystérieux personnage tente désormais de le faire sortir de sa cachette. En plus de l'histoire principale, on retrouvera également les quêtes secondaires et mini-jeux qui ont fait le succès de la licence. Like A Dragon Gaiden: The Man Who Erased His Name est disponible sur le Game Pass depuis le jour de sa sortie.

Persona 5 Tactica
Persona 5 Tactica, nouveau spin-off de Persona 5, nous refait incarner les Phantom Thieves dans une toute nouvelle histoire. On y retrouvera d'anciens personnages, mais également de nouveaux alliés et ennemis, dont Erina, une mystérieuse révolutionnaire qui propose un marché alléchant à nos héros. Comme le titre du jeu l'indique, le gameplay est ici plus concentré sur la tactique façon XCOM et autres jeux similaires, tout en conservant certaines mécaniques des jeux principaux. Le titre est disponible sur le Game Pass dès sa sortie.

Comment profiter du Xbox Game Pass ?
Trois abonnements existent pour le Xbox Game Pass. Le premier abonnement est réservé aux possesseurs de Xbox, tandis que le deuxième est destiné aux joueurs sur PC. Au 6 juillet, l'offre Xbox Game Pass console passera au prix de 10,99 € par mois. La version PC de l'abonnement reste au prix de 9,99 € par mois et les joueurs PC ont le droit à un petit bonus, avec EA Play inclus dans leur offre. Quant à la troisième offre, l'abonnement Ultimate, elle permet de jouer aux jeux présents sur le Game Pass sur PC, console, mais aussi dans le cloud. Elle inclut également EA Play et le mode multijoueur sur console. Elle sera au prix de 14,99 € par mois à partir du 6 juillet. Si vous connaissez un abonné au PC Game Pass ou au Game Pass Ultimate, vous avez également la possibilité de tester le service sur PC avant de vous lancer. En effet, les utilisateurs du Game Pass peuvent d'offrir un essai gratuit de 14 jours du PC Game Pass à 5 amis, tant que ces amis n'ont pas déjà été abonnés au service.

Mots fléchés

Résultat		Approxima- tivement		Échino- derme		Ancien navire		Sélection- ner		Ville de Normandie	Crevette d'eau douce		Réalisés
Marque- terie		Traina		Veste prussienne				Supplément					
											Scandium du labo		
											Dépôt de fût		
Serpent de verre						Imaginer							
Graver						Songeuse							
							Bon de livraison			Terre en mer			
							Appel de détresse			Au bord des routes			
Engins agricoles								Ânonné					
Rapport de cercle													
		Laitages		Matière de défense							Annonce la matière		
				Exécutent							Taciturne		
Conciles								Bouffarde	Do d'avant			Ville belge	De même mère
Essaya									Esclaves				
			Guère				Flûte rudimentaire						
Dieu des vents					Proéminent								
Bouleversé					Élimas								
			Passage en ville				Déveine						
			Repos				Exprime le dégout						
Anneaux de cordage						Célébrée						Descendu	
Adversaire des nazis						Drôle de type							
								Allai sans but					
								Condition					
Puissant somnifère							Pieuses initiales						
							Carte maîtresse			Avalé	Biblio- thèque nationale		
											Oiseau de jeu		
Dilet- tantes	Minois	Mésaven- ture		Irlande	Couleur de robe			Constric- teur					Calme
					Vital			Livre sacré					
								Foutus					
								Fourneau					
Inflammation							Syndicat			Saison chaude			
							Petite forêt			Père de l'aviation			
Possessif						Vent violent					Ville de Chaldée		
Lancer				Participe		Épais							
			Paradis sur terre									Équerre	
			Voisine d'Aix										
Affluent de Rhin				Écarteur en bloc							Titane en équation		
Bouillie													
					En fin de vie				Gagne à être petit				

La Bourse argentine bondit de 20% après l'élection de Javier Milei

Cette hausse est portée par l'envol du titre de la compagnie pétrolière publique YPF, que le président nouvellement élu veut privatiser. La Bourse de Buenos Aires a ouvert en hausse de 20% mardi, au lendemain d'un jour férié qui a suivi l'éclatante victoire dimanche de l'ultralibéral et antisystème Javier Milei à l'élection présidentielle face au ministre de l'Économie sortant Sergio Massa. Ce bond est tiré par l'envolée des actions de la compagnie pétrolière publique YPF (+34%), l'une des entreprises que le président élu a annoncé vouloir privatiser dans le cadre d'une vaste réforme de l'État. Lundi, les actions YPF négociées à Wall Street ont fini en hausse de 40%.



PRIX DE L'ÉNERGIE
L'UE prolonge l'assouplissement des aides aux entreprises

La Commission européenne a prolongé lundi de six mois, jusqu'à juin 2024, un dispositif permettant aux Etats membres d'aider les entreprises confrontées à la flambée des prix de l'énergie. Cet instrument temporaire permet aux Etats membres d'accorder des aides financières, sous diverses formes, pour indemniser les entreprises et tout particulièrement les grosses consommatrices d'énergie pénalisées par la hausse des tarifs du gaz et de l'électricité. Il devait initialement prendre fin au 31 décembre 2023. "Les Etats membres ne peuvent continuer à apporter un soutien, en couvrant une partie des coûts supplémentaires, que si les prix de l'énergie dépassent de manière significative les niveaux d'avant la crise", a précisé la Commission dans un communiqué. Les subventions publiques aux entreprises sont sévèrement encadrées par Bruxelles afin de limiter les distorsions de concurrence et de protéger le marché unique. Mais cet encadrement a été provisoirement assoupli dans le contexte de la flambée des prix sur les marchés énergétiques. Si la situation s'est stabilisée depuis l'an dernier, les tensions géopolitiques continuent de faire planer des risques sur l'approvisionnement et "les marchés de l'énergie restent vulnérables", a souligné la Commission.

TOURISME
Un voyage d'exploration au profit de 21 opérateurs turcs

Dans le cadre de la promotion de la destination touristique de l'Algérie à l'échelle internationale et en continuant à renforcer les relations de travail initiées lors des rencontres bilatérales lors de la 22e édition du Salon international du tourisme et des voyages, l'Office national du tourisme (ONT), en coordination et en collaboration avec l'agence de tourisme et de voyages « Atrium Tourism and Travel », organisatrice d'un voyage d'exploration au profit de 21 opérateurs touristiques turcs membres de la Fédération turque des agences de voyages et de tourisme (TUR-SAB), la principale organisation touristique en Turquie, du 20 au 23 novembre 2023. La visite comprendra plusieurs régions touristiques, en particulier les wilayas de Sétif et Constantine, permettant aux participants de se familiariser de près avec certains éléments du tourisme culturel dans notre pays et de les intégrer dans leurs programmes touristiques dans le but d'attirer les touristes turcs.

CNESE
Réunion des commissions permanentes avant l'AG prévue en janvier 2024

Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), M. Bouchenak Khelladi Sidi Mohammed, a présidé, mardi à Alger, la réunion des sept (7) commissions permanentes de l'institution, appelant à cette occasion à finaliser les rapports devant être soumis à l'Assemblée générale prévue en janvier 2024. Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de la réunion, consacrée à l'examen du programme d'action des commissions permanentes et de la feuille de route tracée pour 2024, le président du CNESE a souligné "l'impératif d'accélérer la finalisation des rapports devant être présentés lors de la prochaine Assemblée générale du Conseil". M. Bouchenak Khelladi a mis en exergue également la nécessité de renforcer le rôle des commissions permanentes "à travers le débat constructif et fructueux" pour enrichir les différents sujets et dossiers devant être présentés à la prochaine As-

semblée générale. Le président du CNESE s'est, par ailleurs, félicité des activités menées par les différentes commissions durant cette année, notamment l'organisation de journées d'étude et d'ateliers dans leurs domaines compétence respectifs. Il a en outre évoqué le bilan d'activité du CNESE depuis la 4e session de l'Assemblée générale, tenue le 17 mai dernier, rappelant que le Conseil avait organisé des rencontres et des journées d'étude qui ont été sanctionnés par plusieurs recommandations. Des rapports et des mémorandums sur des questions nationales d'ordre économique, social et environnemental ont également été élaborés et soumis aux hautes autorités du pays durant la période de référence, a-t-il poursuivi. En ce qui concerne ses activités aux niveaux régional et international, le CNESE continue d'assurer la présidence de l'Union des Conseils économiques et so-

ciaux arabes et institutions similaires, a indiqué le responsable. Le CNESE a, par ailleurs, participé aux réunions des Conseils économiques et sociaux africains, en octobre dernier à Kinshasa (République démocratique du Congo), ainsi qu'à l'Assemblée générale de l'Association internationale des Conseils économiques et sociaux et institutions similaires (AICESIS), qui s'est tenue à Moscou (Russie) début novembre. A noter que les présidents des commissions permanentes ont abordé, lors de la réunion, les principaux points relatifs à la feuille de route 2024, dont le développement du foncier agricole pour assurer la sécurité alimentaire, l'inclusion financière et le développement des opportunités d'investissement et de financement, ainsi que d'autres dossiers en lien avec la numérisation, la réforme fiscale, l'environnement, la transition énergétique, et le développement durable.

COMMERCE

Importation de grandes quantités de viandes rouges

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni a annoncé, lundi à Alger, l'importation d'"importantes quantités" de viandes rouges, en vue de les commercialiser à des prix oscillant entre 1.200 et 1.300 DA le kilo. Dans des déclarations à la presse, en marge d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée au vote des dispositions objet de

désaccord entre les deux chambres du Parlement concernant le texte de loi sur les forêts et le patrimoine forestier, M. Henni a indiqué que "les opérations d'importation des viandes rouges ont débuté, la semaine écoulée, à travers plusieurs ports, dont les deux ports de Skikda et de Mostaganem et se poursuivront, à travers l'entrée d'importantes quantités cette semaine". Selon le ministre, il a été

convenu avec les opérateurs économiques concernés de commercialiser ces quantités à un prix à la portée des citoyens, fixé entre 1.200 DA et 1.300 DA le kilogramme. A ce titre, le ministre a assuré que l'impact de cette opération sera palpable dans quelques semaines, soit après l'acheminement des quantités importées vers les différents marchés, sur tout le territoire national. S'agissant des viandes blanches,

M. Henni a fait état du lancement d'une enquête sur le terrain qui sera menée par les laboratoires relevant du secteur et les inspections vétérinaires au niveau du territoire national, dans l'objectif d'évaluer les systèmes de travail des différentes unités avicoles et de leurs abattoirs. Ceci intervient après la tenue d'une réunion, dimanche, entre le ministre et les principaux intervenants dans la filière.

PRÉVENTION CONTRE LE TABAGISME

Prodiguer le «conseil minimal» aux patients fumeurs

Le président de la Société algérienne d'asthme, d'allergologie et d'immunologie clinique (SAAIC), Pr Habib Douagui, a souligné, mardi à Alger, l'"obligation" pour les praticiens généralistes de prodiguer le "conseil minimal" à leurs patients fumeurs, afin de les sensibiliser sur les méfaits du tabac. "Lors de sa formation, il est enseigné à chaque médecin généraliste l'obligation de prodiguer un 'conseil minimal' aux patients fumeurs, même si ces derniers ne consultent pas pour un problème pulmonaire, et ce, afin de les sensibiliser sur les risques d'avoir une broncho-pneumopathie chronique obstructive (BPCO) ou un cancer du poumon", a déclaré le Pr Douagui.

En marge d'une rencontre de célébration de la Journée mondiale de la BPCO (21 novembre), il a souligné que 90% des cas de BPCO sont dus au tabac, à l'origine également de la majorité des cas de cancer du poumon chez les hommes. Le Pr Douagui qui préside la Commission de la santé, du travail et des affaires sociales au Conseil de la Nation a évoqué également, les dangers du "tabagisme passif" face auquel il est recommandé d'appliquer "la tolérance zéro", aussi bien au sein de la famille pour protéger les enfants ou autres espaces de travail. Il a plaidé pour la réalisation d'enquêtes épidémiologiques pour "situer l'ampleur actuelle" du tabac. Lors de cette journée, organisée avec la

participation de l'Association de solidarité avec les malades respiratoires (A.Asma.Resp), nombre de conférences aborderont des sujets liés au diagnostic et à l'évaluation de la BPCO, l'exacerbation et les troubles de la BPCO, la BPCO et les maladies coronariennes, la BPCO et le diabète, etc. La BPCO est une maladie pulmonaire courante qui réduit le flux d'air et cause des problèmes respiratoires. Appelée également "emphysème ou bronchite chronique", elle occasionne des sécrétions pouvant endommager ou obstruer les poumons. Elle se manifeste par une toux (parfois avec expectorations muqueuses), une difficulté à respirer, une respiration sifflante et de la fatigue.